LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 16 octobre 1968 | N° 13

LES LYCÉENS, LA RÉFORME ET LA RÉVOLUTION

(voir page 6)

Le Cirque Olympique

La trêve impossible

LES dix-neuvième jeux olympiques sont entamés. Diaz Ordaz le président mexicain qui a ordonné ou couvert, il y a huit jours à peine, l'assassinat de dixaines de manifestants désarmés, étudiants, femmes et enfants, a ouvert solennellement samedi cette grande fête « de la paix et de l'amitié ».

Jusqu'à la dernière seconde les officiels auront tremblé que les olympiades ne puissent avoir lieu. Et à l'heure où nous écrivons, dans ce tout début des premières épreuves, certains s'interrogent encore sur les risques de troubles éventuels.

Les jeux olympiques, voyez-vous, n'ont pu être tenu à l'écart de la politique. Ils ont même subi le contre-coup de toutes les grandes questions qui se sont posées dans le monde dans les mois qui les ont précédés. Menace de boycottage de la part des athlètes noirs américains, menace de retrait des délégations du Tiers Monde si l'Etat raciste d'Afrique du Sud était admis à participer, appel de Zatopek pour mettre en quarantaine les athlètes des pays qui ont participé à l'invasion de la Tchécoslovaquie, risque enfin de ne pouvoir organiser des jeux dans un Mexico soulevé par la révolte étudiante. Quel conflit politique important n'a donc pas mis en cause la bonne marche des Olympiades ?

Les bonnes âmes sont unanimes à le regretter.

Les bonnes âmes, hypocrites, n'ignorent pourtant pas que les jeux suintent la politique par tous les pores. Que les grandes puissances voient dans chaque médaille gagnée par un de leurs ressortissants un geste de propagande, qu'elles s'en servent ainsi et qu'elles ne consacrent de l'argent à préparer et façonner des professionnels du muscle — pseudo étudiants ici, faux militaires ailleurs — que dans cet espoir immédiat. Que le premier souci du gouvernement du pays organisateur c'est celui de son prestige à l'extérieur (voir l'utilisation des jeux d'hiver de Grenoble par la France) ou à l'intérieur (voir l'attitude de Diaz Ordaz). Que devient là-dedans l'idéal olympique ?

Mais, tournant le dos à cette réalité un peu trop choquante, nos bonnes âmes préfèrent rêver. Pendant dix jours des jeunes gens de tous les pays se côtoient sur les cendrées et les pelouses Pourquoi ne pas oublier tous les conflits, toutes les oppositions, toutes les humiliations ? Et faire du village olympique pendant quelques jours une oasis de liberté, d'égalité, de fraternité ?

Hélas pour M. Brundage, président milliardaire du Comité olympique international, et pour beaucoup d'autres, dix jours de camaraderie, de gentillesse et de courtoisie ne peuvent faire oublier une autre réalité, celle que l'on doit vivre quotidiennement, surtout lorsque l'on est noir et américain, ou tchécoslovaque par exemple.

Les athlètes américains, noirs ou blancs, qui ont accroché un badge en faveur des droits civiques à leur survêtement, les Tchécoslovaques qui applaudissent aux défaites russes n'ont pas laissé la politique au vestiaire comme on le leur recommandait. Tant pis pour M. Brundage.

Peut-être les « troubles » s'arrêteront-ils là et la politique, cette chose si terrifiante aux yeux du comité olympique, quand du moins elle est le fait des masses elles-mêmes, sera-t-elle circonscrite facilement.

Peut-être l'immense majorité des 7 000 participants, se laissant prendre à la propagande dont elle sert de principal support, et oubliant qu'elle a elle aussi 20 ans et que les problèmes des étudiants mexicains sont aussi les siens participera-t-elle aux jeux comme si de rien n'était, persuadée que la conquête d'une médaille est le but suprême de son existence.

Alors tant pis pour elle. La politique sera tout de même présente sur le stade de Mexico. Ce ne sera pas celle de la jeunesse, celle qui peut exprimer la volonté de construire justement un monde réellement fraternel, mais celle des représentants de l'ordre établi, des gouvernements et régimes de toutes sortes et de toutes natures, qui règnent actuellement aux quatre coins de la planète.

MEXICO côté jardin

La fête bat son plein lors de la cérémonie de la flamme olympique sur la pyramide de Teotihuacan (photo A.F.P.)

et côté cour

...Mais pendant ce temps, patrouilles de soldats et voitures blindées circulent dans la capitale du Mexique. (Photo A.F.P.)

LE PROCÈS DE PAVEL LITVINOV ET LARISSA DANIEL

LES HERITIERS DES TSARS

(Photo U.P.I.)

Pavel LITVINOV, petit-fils de l'ex-ministre des affaires étrangères Maxime LITVINOV et LARISSA DANIEL, femme de l'écrivain IOURI DANIEL.

LA « justice soviétique » a puisé dans le vieil arsenal des lois répressives tsaristes. Trois des accusés du plus récent des procès de Moscou ont été condamnés à des peines de bannissement, les deux autres à la prison ferme.

Condamnés pour le ridicule motif d'embarras de la voie publique, Pavel Litvinov, Larissa Daniel et leurs compagnons payeront pour avoir osé manifester contre l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

Laissons aux autres le soin d'épiloguer sur la sévérité ou au contraire la relative clémence du tribunal. Ce serait faire injure aux condamnés que de supposer qu'ils ignorèrent les risques qu'ils encouraient et qu'ils n'étaient pas prêts à assumer les conséquences de leur geste en connaissance de cause.

Une dizaine de personnes ce 25 août sur la place Rouge, une manifestation qui n'avait duré que les quelques instants nécessaires aux policiers en civil pour se jeter sur les manifestants et pour les faire taire : le geste peut paraître dérisoire.

Mais cette poignée d'intellectuels, avec les faibles moyens à leur disposition, voulaient crier en face du monde leur refus d'être les complices de ces usurpateurs du socialisme qui, au nom même du socialisme, foulaient de leurs bottes les droits les plus élémentaires du peuple tchécoslovaque.

Les bureaucrates qui ont commandé la sentence eurent à la fois l'intelligence et la bêtise de tous les oppresseurs du monde. L'intelligence, car ils savent qu'aussi limité que puisse paraître le geste des accusés, il a un grand poids politique et il est peut-être le signe d'un réveil. La bêtise, car de telles condamnations n'empêcheront pas demain d'autres Litvinov et Daniel, et de plus en plus nombreux, de contester les faits et gestes des bureaucrates du Kremlin.

Les manifestants de la place Rouge n'étaient encore que dix au milieu de l'indifférence générale. Mais ils sont, avec ceux que leur exemple courageux inspirera, le gage d'un réveil politique en Union Soviétique. Réveil politique qui sera en même temps l'annonce du crépuscule pour la caste des bureaucrates.

(Photo U.P.I.)

Des sympathisants présentent des bouquets aux avocats de la défense, ZINAIOA KAMINSKAYA et OLGA KALISTRATOVA après le procès.

LE DISCOURS DE DUBCEK A PESLA

UNE CAPITULATION SANS CONVICTION

LE premier discours public de Dubcek depuis son retour de Moscou, tenu devant les ouvriers d'une usine de la banlieue de Prague, met en évidence l'étroitesse de la liberté dont dispose le premier secrétaire tchécoslovaque depuis sa nouvelle capitulation.

Pour la première fois Dubcek s'en prit aux « éléments anarchistes », à certains « journalistes irresponsables », et d'une façon générale à ceux qui, avec leur politique bruyante, mèneraient le peuple à l'anarchie et à la destruction ».

(Photo U.P.I.)

DUBCEK accueilli par SMRKOVSKY à son retour de Moscou le 5 octobre.

Le premier secrétaire ne devait pas se faire beaucoup d'illusions sur les effets que pouvait avoir son discours sur son auditoire. « Certains qualifieront de collaborationniste et capitulationniste l'attitude du Parti et du gouvernement » — s'écria-t-il avant de tenter de justifier cette attitude par la responsabilité écrasante à laquelle doivent faire face les dirigeants. Il est possible que de capitulation en capitulation, de justification en justification, le crédit politique énorme dont bénéficiaient les dirigeants tchèques s'amenuise et disparaisse petit à petit. Ceci est probable pour les couches les plus combatives de la population, mais pas nécessairement pour tout le monde. Pas pour ceux en tout cas — et la démoralisation aidant, ils doivent être de plus en plus nombreux — pour qui se plier aujourd'hui est la meilleure façon de sauvegarder ses forces pour pouvoir se redresser demain. Dubcek, malgré les marques de plus en plus évidentes de concessions aux Russes, reste l'homme de ceux-là.

Et ceci, pas seulement parce que dans son discours où il a donné tant de marques de sa capitulation, il continue à se réclamer de la politique inaugurée en janvier, mais aussi parce qu'il n'a pas hésité à qualifier les mesures qu'il sera amené à prendre, de « mesures impopulaires » et contraires à ce que la population attendait.

Ce n'est certes pas ce genre de discours qu'auraient aimé entendre prononcer les dirigeants russes. Ce fut le discours d'un homme qui a capitulé, certes, mais non le discours d'un homme convaincu de la nécessité et du bien-fondé des mesures qu'il va prendre. Dans sa capitulation de plus en plus marquée même, Dubcek apparait comme le défenseur « responsable » des intérêts tchécoslovaques dans les conditions d'une occupation militaire.

Et c'est ce que ne peuvent lui pardonner les Russes, et c'est pourquoi le bruit de sa démission proche ne cesse de circuler.

LETTRE A LA REDACTION DE L'HUMANITE

Cette lettre nous a été adressée par « erreur », voulue semble-t-il, par un faux militant du P.C.F., mais vrai farceur. Mais, comme il le dit lui-même, « il y a une idée à étudier ». Nous la publions donc à toutes fins utiles.

Camarades

Il me semble que le Parti n'a pas adopté une bonne tactique à propos de la Tchécoslovaquie. Personnellement je suis d'accord avec le Bureau politique, mais des copains critiquent sec dans la cellule : (Heureusement qu'on ne se réunit que tous les trois mois).

Certains trouvent que la position du Parti n'est pas nette contre l'invasion, qu'elle n'est pas sincère et que c'est fait pour ne pas se fâcher avec Mitterand ou se faire huer dans les meetings.

D'autres, au contraire n'admettent pas qu'on critique l'U.R.S.S.

Il me semble que tout serait plus clair et net si on faisait bien la distinction enre le peuple de l'U.R.S.S. et les gouvernants. Après tout, ils peuvent sauter demain. Souvenez-vous que si on avait dénoncé ce salaud de Béria à temps, on aurait perdu moins de copains. Béria faisait du tort à l'U.R.S.S. Alors, Brejnev et Kossyguine ? ? ?

Il me semble qu'on pourrait reprendre la même tactique qu'avec les étudiants. J'ai gardé des textes de Séguy qui ne sont pas mauvais. On pourrait refaire un peu la même chose. Je vous envoie un exemple dans lequel je n'ai changé des textes de Séguy, que les mots « Mouvement étudiant » et « Français ». J'ai mis à la place « U.R.S.S. » et « Tchécoslovaques ». Qu'en pensez-vous ?

Séguy. Huma du 7 mai :

« La solidarité avec l'U.R.S.S., c'est une tradition qui nous incite justement à n'avoir aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent le mouvement ouvrier tchèque, l'accusant d'être embourgeoisé, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire ».

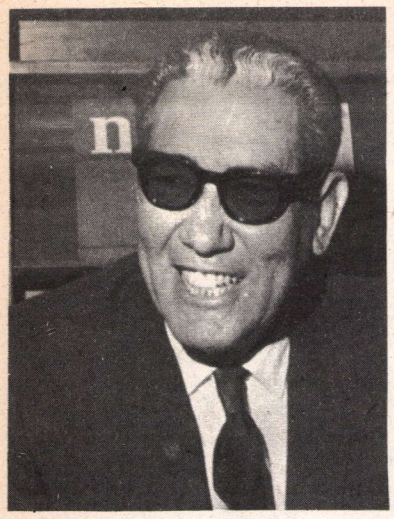
Séguy le 24 mai, à l'agence France-Presse :

« Non, la C.G.T. n'a pas rompu avec les soviétiques, elle a seulement eu soin de ne pas les confondre dans leur masse avec des éléments excités dont les actes ont provoqué spontanément la méfiance des travailleurs ».

Il me semble qu'il y a une idée à étudier.

Recevez... etc. etc.

UN NOUVEAU COUP D'ETAT A PANAMA



(Photo U.P.I.)

TANT QU'ON A LA SANTE !
Arnulfo ARIAS photographié souriant le 19 septembre à la clinique où il venait de subir un examen le rassurant pleinement sur son état... de santé.

"CANAL-ZONE"

LA République de Panama fut créée en 1903 par une intrigue des Etats-Unis pour les besoins du canal, sur une partie du territoire de la Colombie.

Point stratégique du continent américain, le sol panaméen est traversé par le fameux canal de Panama qui relie l'Atlantique au Pacifique entre les deux Amériques.

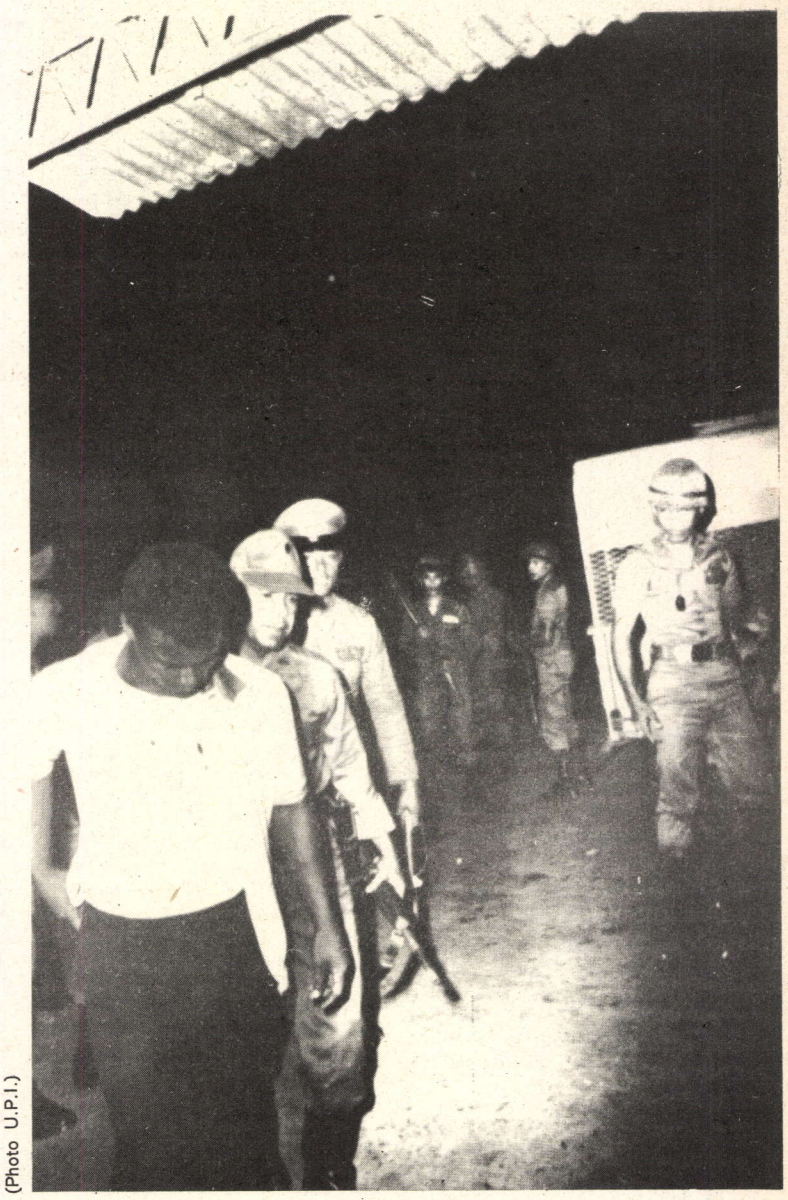
Le canal permet le trafic du cabotage entre les côtes orientale et occidentale des Amériques et c'est une voie de passage pour les navires allant de l'Atlantique vers l'Extrême-Orient, mais ce sont les Etats-Unis qui l'utilisent le plus avec 65 % du tonnage.

De nos jours sa situation stratégique prend d'autant plus d'importance aux yeux du Pentagone que la nécessité de veiller sur les Caraïbes et les Etats d'Amérique du Sud se fait de plus en plus sentir pour Washington : il ne faut pas que le passage du canal puisse être gêné par des riverains protestataires. Or, depuis 1965, des négociations entre le Panama et Washington se poursuivent sur la révision des « accords » qui lient le petit pays au grand.

D'une économie très rudimentaire, où dominent l'United Fruit et les plantations de bananes, Panama ne bénéficie pas des ressources du canal. Et le vieux Président Arias lui-même, anticommuniste patenté, connu pour ses amitiés fascistes, vient d'être déposé par les militaires ce 12 octobre parce qu'il revendiquait pour lui-même et ses pairs une part des droits de passage du canal.

Le Pentagone n'a guère envie de discuter et ne tient pas à perdre du temps avec cela. Le plus simple est donc de faire disparaître les civils du pouvoir. Entre militaires on se comprend mieux. Westmoreland peut compter sur la communauté de pensée des colonels panaméens.

Et il y a beaucoup de probabilité pour que ce coup d'Etat militaire soit l'œuvre du commandant des forces américaines ou tout au moins l'acomplissement de ses souhaits les plus chers.



(Photo U.P.I.)

Image classique d'après les coups d'Etat : les « suspects » sont arrêtés et amenés ensanglantés au quartier général des forces insurgées qui se trouvent être ici comme dans beaucoup d'endroits l'armée et la police.

IRLANDE

LA COLERE GRONDE AUSSI

(Photo U.P.I.)

Manifestation en Irlande du Nord : la police a décidément le même aspect et la répression le même visage sous toutes les latitudes.

LA presse a relaté — fort discrètement — les « incidents » qui ont opposé, il y a une dizaine de jours des manifestants catholiques irlandais aux forces de police, à Londonderry en Irlande du Nord.

Selon un scénario qui devient classique maintenant, des manifestants protestaient pacifiquement contre l'injustice du système électoral. La police charge les manifestants, matraque sauvagement et les fait refluer grâce aux auto-pompes vers les réserves de police prêtes à cueillir des proies faciles... Bientôt la bataille s'étend à toute la ville ; des barricades se dressent ; les particuliers offrent leur maison comme postes de secours pour les blessés. Le combat a duré trois jours au total...

Que veulent donc ces « enragés » ?

L'Irlande du Nord, qui est directement rattachée au Royaume d'Angleterre, subit aujourd'hui encore une oppression nationale. Et si l'on a insisté dans les journaux sur le fait que les manifestants étaient catholiques, c'est justement parce que la religion a toujours été le terrain favori sur lequel s'affrontaient nationalistes irlandais catholiques d'une part et oppresseurs protestants au service de Sa Majesté (et réciproquement) de l'autre.

Mais on s'est bien gardé de souligner que dans cette manifestation les opinions religieuses n'entraient que pour une faible part. En fait, si la classe ouvrière d'Irlande est en majorité catholique, elle subit le chômage, les bas salaires, les conditions de logement les pires qui soient en Grande-Bretagne, non pas en tant que minorité religieuse mais en tant que classe exploitée d'un pays sous domination étrangère.

Le samedi 5 Octobre devait donc se dérouler une manifestation contre le système électoral actuel. En effet dans les élections municipales, les commerçants et industriels de la municipalité ont droit à un nombre de voix proportionnel à l'importance de leur entreprise. C'est ainsi qu'un industriel de Londonderry a droit à 26 voix, tandis que l'ouvrier qui travaille dans son usine mais n'habite pas la ville même n'a droit à aucune voix. C'est ainsi que la « démocratie » britannique interprète le suffrage universel...

Les conseillers municipaux ainsi élus ont construit 15 logements en trois ans — qui furent d'ailleurs alloués à leurs alliés protestants — pendant que les familles ouvrières catholiques continuent à vivre dans des taudis infâmes.

Les multiples brimades envers la population catholique ont longtemps masqué sous des différences religieuses les véritables antagonismes de classe. La duperie était bien sûr entretenue par les politiciens nationalistes et les bureaucrates syndicaux qui trouvaient une explication facile aux injustices commises envers la communauté catholique.

Mais depuis quelques mois, les choses commencent à changer, en particulier depuis la création d'un comité d'action de locataires qui regroupe des républicains, des travaillistes de gauche et divers inorganisés. Outre une grève des loyers, ils ont organisé une campagne de désobéissance civile, troublant et empêchant le déroulement des manifestations officielles, faisant des barrages sur les routes, etc. Si bien qu'en Août plusieurs militants se trouvaient inculpés pour divers délits.

Aussi, un nouveau bulletin a commencé de paraître pour dénoncer les abus des patrons et l'inertie des politiciens nationalistes.

Un grand progrès a été réalisé du fait que la lutte est sortie du terrain religieux pour aborder les véritables problèmes et dénoncer les exploiteurs. D'autre part, on a vu pour la première fois dans un même comité, des militants de tendances variées travailler en commun et sans sectarisme.

Nul doute que voilà de quoi inquiéter les dirigeants conservateurs de l'Irlande du Nord. Ei si l'intervention de la police fut si violente cette fois-ci (bien qu'elle ait déjà en Irlande fort mauvaise réputation) c'est parce que la classe ouvrière commence à s'intéresser davantage à ses intérêts propres qu'à ses querelles religieuses.

JEUX OLYMPIQUES ET EDUCATION PHYSIQUE

Le revers de la médaille

La kermesse olympique s'est ouverte samedi dernier. Comme leurs homologues du monde entier, les hauts fonctionnaires du sport français ont soigneusement et fort coûteusement préparé les « victoires » qui récompenseront leur politique en matière de sport national.

Pendant des mois, pour la modique somme de 19.300.000 F, sans compter le coût des installations spécialisées de Font-Romeu, une petite élite a été couvée en une serre comme des plantes rares. Evidemment, l'élevage coûte cher, mais que ne ferait-on pour quelques médailles d'or !

Cependant, ces médailles, fussent-elles en or, ont leur revers, qui est loin d'avoir le brillant de l'autre face.

Alors que la population scolaire ne fait qu'augmenter, le budget 1969 pour l'enseignement de l'éducation physique, ne prévoit que 190 postes nouveaux ; il y en avait 1.180 en 1968 et 1.140 en 1967. Précisons, par ailleurs, que le « Plan », le 5e du nom, en prévoyait 2.000 au départ.

Mais nos grands ministres n'avaient-ils pas fait de belles déclarations sur le sport de masse ? N'avaient-ils pas décidé de faire l'effort qui sied à une grande nation ?

Las, comme pour la réforme de l'enseignement, cela sonne magnifiquement le creux, car la réalité reste à cent coudées des belles promesses !

Dans le secondaire, il y a 1 professeur pour 193 élèves !

Dans le primaire, la situation est pire encore, surtout dans la région parisienne car, si certaines écoles de campagne doivent fermer leurs portes, des classes de la banlieue de la capitale dépassent bien souvent 40 élèves. Or, si le Plan a prévu quelque chose, c'est la suppression pure et simple des maîtres d'éducation physique au niveau de l'école primaire, qui doit se réaliser progressivement. Désormais, seuls les instituteurs devront assurer l'éducation physique. Or, ceux-ci, bien souvent, travaillent dans des conditions particulièrement pénibles du fait de la surcharge des classes ; par ailleurs, pour assurer un enseignement valable, il est évident qu'il faut une formation spécialisée et aussi certaines dispositions personnelles. On ne peut décemment pas demander aux instituteurs et institutrices d'être taillés en athlètes... La conséquence de cette mesure est que des classes entières se retrouveront sans gymnastique.

C'est ainsi que dans une école de la banlieue sud de Paris, 12 classes sur 18, c'est-à-dire environ 470 enfants n'auront pas du tout d'activités de plein air, l'Etat ayant refusé d'accorder le moindre centime pour les classes nouvellement créées. Cette situation se retrouve avec une ampleur variable dans nombre d'écoles primaires. L'année dernière, déjà 400 heures de gymnastique corrective avaient été tout simplement supprimées. Et cela continue, car dès qu'un professeur part en retraite, le temps d'éducation physique qu'il assurait n'est pas renouvelé et quelquefois, toute une école peut se retrouver sans gymnastique.

Il est intéressant de comparer cette situation aberrante avec une déclaration de M. Edgar Faure faite à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1968 :

« La part des activités formatrices de la personnalité devra être développée. Je pense que la moitié du temps de scolarité à l'école élémentaire doit être consacré à un ensemble comprenant les activités physiques, les activités esthétiques et manuelles et les activités d'éveil ! »

Si quelqu'un mérite une médaille...

En « marge » des Jeux Olympiques la police mexicaine a arrêté deux étudiants qui avaient pris part aux récentes manifestation et qui sont accusés d'avoir provoqué des explosions à la dynamite. A gauche SERVANDO JOSE DAVILA JIMENEZ. A droite MARTIN DEL CAMPO PONCE DE LEON. (Photo A.F.P.)

Manifestations pour MEXICO

A TOULOUSE

A Toulouse, pour répondre au sanglant massacre de Mexico, en l'absence du bureau de l'U.N.E.F. tenu par l'U.E.C. que la rentrée universitaire ne semblait guère préoccuper, des étudiants révolutionnaires et les Comités d'Action Lycéens, décidaient d'organiser dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres un meeting de protestation.

De nombreux tracts furent distribués dans les Facultés et les Lycées.

Ce sont environ 600 étudiants et lycéens qui se retrouvèrent là pour affirmer leur solidarité à l'égard des étudiants mexicains et leur dégoût pour tous les régimes policiers.

Après qu'un étudiant eut prit la parole pour expliquer les raisons et les buts du meeting et dire qu'il ne fallait pas en rester là, on décida de manifester dans la rue puis de se rendre au magasin du Capitole où se tenait une exposition sur l'artisanat mexicain.

En cortège serré et au coude à coude, scandant des slogans tels que « Mexico-Paris, le même combat », « Solidarité Mexique », les étudiants se dirigèrent vers la place du Capitole dont ils firent le tour avant de courir vers le magasin en martelant les slogans de mai : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », « A bas l'état policier ».

Au magasin du Capitole, les manifestants s'attroupèrent autour du stand de l'exposition mexicaine où « l'Internationale » fut entonnée. Puis on observa une minute de silence à la mémoire des morts de Mexico. La manifestation redescendit ensuite l'escalier et se dispersa.

Pour les étudiants toulousains, Mai n'est pas mort.

... ET A GRENOBLE

Une centaine d'étudiants ont pénétré dans la mairie de Grenoble le 9 octobre pour demander l'annulation du voyage de la délégation grenobloise à Mexico. Assis par terre, ils écoutent divers orateurs.

(Photo A.F.P.)

(Photo A.F.P.)

M. BRUNDAGE

HEIL BRUNDAGE!

Avery Brundage vient d'être réelu président du Comité Olympique International. Mais le fait que le pape du sport mondial, de la « fraternité olympique » soit un raciste notoire et ait été un admirateur fervent des nazis ne semble aucunement gêner les états dits « socialistes », « communistes » ou « progressistes » qui depuis la fin de la guerre envoient leurs délégations concourir sous la houlette de ce douteux personnage.

Le Nouvel Observateur du 7 octobre a eu la bonne idée de publier quelques citations de cet individu et de retracer sa carrière politique. En voici un bref condensé :

1935

A propos des Jeux Olympiques de Berlin qui devaient se dérouler en 1936 :

« Les Jeux Olympiques sont une grande affaire internationale pour les noirs, les juifs et les communistes... Les juifs doivent comprendre qu'ils ne peuvent utiliser les Jeux pour boycotter les nazis. »

1936
(au retour de Berlin) :

« Nous pouvons apprendre beaucoup de l'Allemagne. Nous aussi, si nous voulons préserver nos institutions, nous devons chasser le communisme. Nous aussi nous devons prendre des mesures pour freiner le déclin du patriotisme. »

Et, d'après le New York Times du 3 octobre 1936, il s'adressa à une foule de 20.000 personnes au Madison Square Garden et « fit lever son auditoire d'enthousiasme quand il rendit hommage au Reich de Hitler ».

1940

Il devient au mois d'août président de l'association « CITOYENS POUR UNE AMERIQUE HORS DE LA GUERRE » qui était soutenue, de toute évidence, par les nazis.

Plus récemment on se souvient de ses déclarations sur les étudiants mexicains qui feraient mieux de faire du sport que de la politique. Commentant ensuite le projet de boycott des jeux par les noirs américains il avait déclaré : « S'ils ne sont pas sérieux et utilisent les Jeux Olympiques dans un but publicitaire, nous n'aimons pas cela ».

Pas de doute que dans un Mexico quadrillé par la troupe et les Granaderos M. Brundage doit se trouver comme un poisson dans l'eau.

Dans l'enseignement technique

Une action utile et urgente

Un lecteur nous écrit :

En ce moment, dans la région parisienne et, sans doute, dans toute la France, les collèges d'enseignement technique sont plus que bondés. De nombreux collèges ont pu accepter une centaine de jeunes sur 4 ou 500 candidats. Pour les autres il n'y a strictement rien, sauf la rue.

Edgar Faure a dû convenir qu'il y a « un certain problème ». Il a assuré que cela sera réglé l'an prochain. Pour multiplier les compagnies de gendarmes mobiles, on va plus vite.

Mais il y a, aussi, un problème pour les jeunes dans les C.E.T. De plus en plus, on supprime la préparation aux C.A.P. d'Ajusteur, Fraiseur et Tourneur pour les remplacer par un C.A.P. de « mécanique générale ». Il paraît qu'ainsi le jeune est mieux préparé pour toutes les éventualités. Ne doutez pas un instant qu'il y ait des arguments scientifiques très sérieux. L'ennui c'est que ces arguments sont surtout utiles aux patrons.

Dans le C.E.T., le jeune ne fera, au total que 4 ou 5 mois de fraisage, puis de tournage etc. Et cela en plusieurs tranches. Certes, il fera aussi un peu de traitement thermique, de métrologie etc. Le tout ne lui servira pas à grand chose. Trop peu pour une spécialité. Trop pour le travail de robot qu'on lui donnera ensuite. On se console en disant que cela lui constituera une sorte de « culture générale ». Joli n'est-ce pas ce souci de donner une « culture générale » pas dangereuse, à base de four Bessemer et de canne pyrométrique, mais sans le moindre mot sur les pensées, les luttes, l'histoire des hommes qui entourent les fours en question.

A ce jour, le jeune qui avait un C.A.P. de spécialité pouvait prétendre à l'essai de professionnel P.I. Certes, le chômage, la mauvaise volonté patronale, etc., jouaient contre ce droit. Mais, cependant, même O.S. tourneur pendant 6 mois, le jeune qui avait en poche son C.A.P. de fraiseur, avait tendance à ruer dans les brancards, à se prévaloir de ses connaissances et à chercher inlassablement l'occasion de faire valoir son droit à l'essai de P.I. dans sa spécialité.

Aujourd'hui, très légalement, très officiellement, son C.A.P. de « Mécanique générale » ne lui donne droit à rien. Avec ce diplôme en poche, il sera O.S... s'il trouve du travail. Et il ne pourra même pas se rebiffer car, non seulement les tauliers, mais, même les vieux compagnons lui feront remarquer avec le sourire qu'il n'a aucune spécialité.

Tous les jeunes qui sont en « mécanique générale » ont plus ou moins conscience de cela. 95 % auraient préféré préparer un C.A.P. de spécialité. C'eut été, également le vœu de leurs parents. Les preuves abondent.

Voilà donc un cas bien flagrant. En ce moment, en France, on impose à des milliers de jeunes et à leurs parents une orientation qu'ils ne veulent pas. Que dis-je, une orientaion ? non, on leur impose une déqualification, avant même d'avoir démarré.

J'insiste. Il ne s'agit pas comme dans certaines branches d'études, d'un refus des seuls élèves plus ou moins désavoués par leurs parents. Ici, les parents sont d'accord avec leurs enfants.

Alors ? Vous ne comprenez plus. Ça ferait du bruit à la Sorbonne, et ça serait normal. Oui, mais, ici, il s'agit de C.E.T. Les jeunes sont beaucoup plus écrasés en dépit des imbécillités d'un Séguy sur « La classe Ouvrière est majeure... etc. ». Nous savons que c'étaient de basses flatteries adressées aux ouvriers par un bureaucrate qui les méprise en réalité. Car il faut vraiment les mépriser pour avoir escamoté l'échelle mobile à l'heure où il y avait 10 millions de grévistes... et la ressortir quand la grande grève prenait fin.

Les jeunes prolétaires n'ont pas la morgue de ce bureaucrate qui n'est pas plus un ouvrier qu'un intellectuel. Déjà, en mai, lors d'une assemblée qui réunit à la Bourse du Travail des centaines de jeunes des C.E.T., plusieurs garçons intervinrent à la tribune pour dire « Le niveau intellectuel est trop faible dans les C.E.T. par rapport aux autres étudiants » et les parents ? Ce sont souvent les plus pauvres des ouvriers. Ils ont fréquemment un sentiment d'impuissance devant la machine de l'Etat.

Ils ont tort. S'ils élevaient la voix et s'organisaient, s'ils imposaient partout des réunions de parents d'élèves sur le point précis cité plus haut, ils pourraient faire reculer l'administration. Ils pourraient faire annuler une formule qui n'a été appliquée qu'à la demande des grands patrons et sans la moindre consultation des intéressés.

Alors ? Il faut les aider. Certes, une action sur ce point ne solutionne pas la question du manque de place dans les C.E.T. ni celle du chômage des jeunes, mais quand on commence à se grouper...

Les étudiants révolutionnaires n'ont pas à éprouver de complexes devant les boniments d'un Séguy qui, tout en clamant que les ouvriers n'ont pas besoin de l'aide des étudiants, n'a pas un mot contre ce projet de fabrication d'O.S. en série.

Les jeunes des C.E.T. et leurs parents ouvriers ont besoin de l'aide des étudiants.

Je crois que dans cette lettre, il y a quelques éléments qui permettent la préparation de tracts. Or, un tract dans un collège. Des contacts avec des jeunes, puis avec les parents. Une réunion qui s'ébauche. Voilà, je cois quelque chose qui est dans la ligne de mai et qui est réalisable dès maintenant.

— Nous espérons que parmi nos lecteurs, il se trouvera quelques étudiants qui veulent s'engager aux côtés de la classe ouvrière mais qui ne savent pas comment le faire, pour reprendre cette idée et la mettre en application.

Enseignement technique de l'inquisition

Nous publions, sans éprouver le besoin de le commenter, le questionnaire remis aux parents d'élèves à la rentrée dans un établissement d'enseignement technique.

Monsieur, Madame,

A la suite des événements qui se sont déroulés dernièrement et devant l'attitude et les revendications des élèves concernant le fonctionnement et l'organisation du Collège, nous avons jugé plus normal de nous adresser aux Parents, auxquels incombe l'entière responsabilité de leurs enfants, pour savoir s'ils donneront leur accord ou non sur des points bien précis du règlement intérieur, dont vous avez pris connaissance et signé au début de l'année scolaire.

Nous vous demandons de répondre aux questions ci-dessous en ne laissant subsister qu'une réponse OUI ou NON.

1°) Création de Comité d'Elèves.
ayant pour but :
a) *de juger leurs camarades,* OUI NON
b) *de contester l'Enseignement et les décisions de leurs professeurs.* OUI NON

2°) Acceptez-vous que votre enfant soit élu DELEGUE DE CLASSE ? OUI NON

3°) *Permettez-vous à vos enfants* de fréquenter les cafés *aux abords de l'Etablissement ?* OUI NON

4°) *Autorisez-vous vos enfants* à fumer à l'intérieur du Collège ? OUI NON

5°) *Acceptez-vous que vos enfants* se présentent dans une tenue négligée avec des cheveux longs ? OUI NON
(Nous vous rappelons que dans un établissement comme le nôtre, les vêtements flottants et les cheveux longs sont des risques très graves).

6°) *Etes-vous pour* la suppression de la retenue du samedi, *qui sanctionnait le travail non ou mal fait, la négligence et l'indiscipline de l'enfant.* OUI NON

7°) *Acceptez-vous que vos enfants* participent à des mouvements et manifestations divers ? OUI NON

Nous engageons tous les parents à assumer leur responsabilité et à nous retourner ce questionnaire afin d'assurer le bon fonctionnement du Collège.

Toutes décisions seront prises en fonction de la majorité reçue.

SUGGESTIONS DES PARENTS AUX PROBLEMES QUI N'AURAIENT PAS ETE EVOQUES

NOM :

ADRESSE :

PRENOMS :

Date et Signature,

Ce qu'il faut entendre

DANS « Le travailleur de l'enseignement technique » de septembre, on peut lire :

« Par exemple, si nous étions à l'autonomie, certains d'entre nous représenteraient une « tendance ». Certes, nous pourrions parler dans les congrès, mais toute la direction (journaux, organisation, action auprès de l'administration) appartiendrait unilatéralement à la majorité. Il en va autrement à la C.G.T. ; chacun discute sans souci de ses options politiques ou philosophiques, mais avec la préoccupation de chercher l'unanimité la plus large, c'est-à-dire, sans qu'une fraction impose ses vues à une autre fraction. »

N'est-ce pas remarquable ? Quand on pense que dans un concile où il n'y a que des catholiques, ils trouvent le moyen de se disputer, tandis qu'au C.N. de la C.G.T., chrétiens, socialistes, modérés, communistes, faisant abstraction de leurs options politiques, dans un climat de bonne entente, de liberté et d'honnêteté, se mettent d'accord pour ne plus parler d'échelle mobile, du 28 mai jusqu'à la fin de la grande grève.

Ah, ça n'est pas là qu'on verrait une fraction imposer ses vues à une autre fraction... pour l'excellente raison que « l'autre fraction »... il n'y en a pas.

" Opération Seine-Saint-Denis "

MARDI soir 9 octobre : il est 19 heures passées au métro Porte de la Villette. Nous sommes ici à l'entrée de la banlieue ouvrière qu'est la Seine-St-Denis; à deux pas se trouvent Aubervilliers et Pantin, un peu plus loin la Courneuve, Drancy, Le Bourget etc. Mais ce soir de rentrée du travail n'est pas un soir comme tous les autres. La Porte est bouclée par les flics. Ou plus exactement par la Police Parisienne en calot appuyée par les Gardes-mobiles. Chacun a son rôle, ceux de la Police Parisienne arrêtent systématiquement les jeunes qui n'ont pas l'air « fils à papa », ce qui représente pas mal de monde, étant donné que la majorité sont des jeunes ouvriers. Contrôle d'identité, fouille, et interrogatoire selon la tête du client. Pour les bonnes têtes et les sages adultes il n'y a qu'une haie d'honneur, celle des gardes-mobiles. Ils n'ont pas le casque mais portent le mousqueton à l'épaule et sont disposés en ligne.

Une partie des passants rentrant calmement chez eux s'étonnent mais se disent qu'après tout il doit bien y avoir une raison pour qu'on ait amené ici les «casseurs de crosse sur les têtes ». Mais d'autres, eux, n'apprécient guère cette compagnie qui vous donne l'impression de rentrer dans son ghetto surveillé.

Les habitants d'Aubervilliers et de Pantin pourront se consoler ce soir-là, ils n'étaient pas les seuls à bénéficier de cette réception d'un genre spécial. Ainsi à la Porte de Pantin les gardes-mobiles étaient aussi rassemblés par paquets. D'autres patrouillaient dans les rues du Pré-St-Gervais, d'autres enfin investissaient Noisy-le-Sec, etc.

La Seine-St-Denis vivait à l'heure, ce mardi-là, de l'opération montée par M. Grimaud, en vue, d'après sa conférence de presse du samedi 6 octobre, d'empêcher le développement du banditisme particulièrement virulent, selon ses dires, dans cette banlieue à majorité ouvrière.

En fait, il s'agissait pour le pouvoir de rappeler à ces mauvaises graines d'enragés que sont les jeunes travailleurs, et dans le même temps à toute la pègre qui travaille 9 heures par jour à l'usine, que les matraqueurs étaient toujours là.

Merci du renseignement, cela nous rappelle qu'il y aura un sacré nettoyage à faire... dans la pègre en uniforme. A parier que ce jour-là, on respirera mieux, en Seine-St-Denis comme ailleurs.

DEPUIS la semaine dernière, se déroulent dans les lycées, les élections des délégués de classe. Ces élections précisément stipulées par le Bulletin Officiel de l'Enseignement sont organisées par l'administration qui désigne autoritairement les professeurs chargés de leur réalisation. Chaque classe, ou division du 2e cycle est ainsi appelée à désigner ses deux représentants à la majorité absolue, un garçon et une fille pour les établissements mixtes, avec mandat d'un an, non renouvelable. C'est le premier effet de la réforme Faure et il entre en application par décision ministérielle avant même que l'ensemble du projet de réforme de l'enseignement secondaire soit exposé et discuté à l'Assemblée.

Les lycéens, La réforme et la révolution

Edgar Faure à l'Assemblée.

Parmi les lycéens, ces élections suscitent des réactions diverses. Organisées par l'administration, contrôlées par les professeurs, ces élections débouchent sur un système et des fonctions que l'élève connait mal, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas, eux, rendus officiels pour l'instant. Aussi est-ce avec une méfiance légitime que les CAL accueillent ces élections pour le moins prématurées.

La hâte qui préside à la désignation de ces « délégués » lycéens avant même qu'aucun des Conseils auxquels ils doivent « participer » ait été mis en place dans les établissements, répond évidemment à des préoccupations politiques. Il s'agit de « normaliser » la rentrée et de désamorcer l'agitation lycéenne qui a repris dans la plupart des établissements. Aux yeux de l'administration ces délégués de classe sont destinés à devenir, de fait et de droit, les canaux légaux qu'emprunteront les revendications lycéennes. « Interlocuteurs valables » leur existence permanente et officielle rendra inutile toute autre forme de protestation et de contestation. En attendant que soit mis en place le lourd appareil de conseils prévu par l'avant-projet de réforme, les délégués n'ont d'autre rôle aujourd'hui que de concrétiser l'imminence de la réforme et la « bonne volonté » de l'administration, en un mot ils sont le gage de la détente souhaitée.

Cela les lycéens l'ont compris, et ils s'opposent avec plus ou moins de détermination ou d'embarras à ces élections octroyées. En fait deux positions se font jour parmi les lycéens qui animèrent le mouvement de mai et juin. La première, représentée essentiellement par les J C, est pour la participation sans réserve aux élections et aux conseils ultérieurs. Position tout à fait conforme au légalisme du P.C.F., partout les J C se présentent espérant ainsi obtenir officiellement le contrôle de l'action revendicative dans les lycées. Le mouvement leur avait en grande partie échappé en mai, c'est pour eux la façon la plus simple de le reprendre. L'autre position, représentée par tout ou partie des « gauchistes » consiste à refuser ces élections, à les boycotter même, afin de maintenir constante la mobilisation des lycéens. en dehors de tout légalisme. « Participer c'est trahir. Participer c'est intégrer. » Le lycéen révolutionnaire défend farouchement son indépendance de classe (sic) et refuse tout ce qui lui est octroyé.

Quant à la grande masse des lycéens, si elle perçoit assez clairement les motivations démobilisatrices de l'administration dans la mise en place des élections, elle ne comprend pas pour autant pourquoi elle devrait refuser une représentation qu'elle n'a cessé d'exiger depuis mai. Car il ne faut pas oublier que la revendication de délégués lycéens présents aux différents conseils réglant la vie du lycéen et l'orientation de l'élève, fut un des fers de lance de l'agitation lycéenne. Il ne fut pas le seul évidemment et il n'est pas question de réduire le mouvement de mai dans les lycées aux simples proportions d'une volonté de changer le règlement intérieur des établissements, mais cette volonté fut un des facteurs de la mobilisation lycéenne. Il serait stupide aujourd'hui de le nier.

Que le mouvement de mai n'ait pas abouti à un changement de régime, ni même à un renversement du gaullisme, cela est une évidence, mais le révolutionnaire lycéen doit-il pour autant refuser les transformations que ce même mouvement a entraînées dans la vie même du lycée ? C'est comme si les travailleurs refusaient les augmentations de salaires prévues par les accords de Grenelle sous prétexte que le capitalisme est toujours en place ! Car enfin, même si la réforme Faure est destinée à démobiliser les étudiants, elle est quand même la conséquence du mouvement de mai-juin dans le milieu étudiant et lycéen. Elle est obligée de faire une place à certaines revendications mises en avant pendant la période révolutionnaire. Ce droit de regard, ce droit de contrôle que revendiquait le lycéen sur le fonctionnement de son lycée et sur son propre avenir scolaire, Edgar Faure l'appelle aujourd'hui « participation » et l'assortit d'une série de limitations juridiques, mais c'est quand même bien au fond la même chose. Le gouvernement et les chefs d'établissement ont dû céder. Bien sûr ils ont essayé de céder sur le moins de choses possibles et ils espèrent bien reprendre tout cela d'une façon ou d'une autre. Mais en attendant, la réforme Faure, aussi limitée, aussi incomplète soit-elle, correspond bien aux concessions que le gouvernement a dû faire au mouvement étudiant et lycéen.

C'est pourquoi le lycéen révolutionnaire, s'il veut gagner la confiance de tous, doit se montrer capable d'utiliser toutes les possibilités que lui offre la réforme aujourd'hui L'administration veut faire de la réforme un facteur de démobilisation lycéenne, aux lycéens d'en faire au contraire un facteur de mobilisation. A eux de faire que les délégués ne soient pas des otages destinés à avaliser les mesures prises par l'administration, mais bien les porte-paroles des élèves, responsables à tout moment devant leurs camarades. Aux classes de se réunir avant chaque conseil pour que le délégué soit l'interprète de la volonté de tous, et de se réunir encore après chaque conseil pour compte-rendu et discuter si cela est nécessaire d'une action à mener concrètement. Aux lycéens de faire que les délégués de classe apparaissent comme ce qu'ils sont réellement, à savoir les représentants des élèves imposés à l'administration par le mouvement de mai-juin, et éventuellement les organisateurs de l'action revendicative lycéenne.

Ce n'est pas la révolution, cela ne débouche pas sur la classe ouvrière. Certes, mais c'est l'apprentissage du sérieux et de l'honnêteté indispensables à tout cadre révolutionnaire. Ce sont là des qualités qui seront utiles **ailleurs.** Car c'est ailleurs que dans le lycée que doit porter l'action du jeune révolutionnaire. On ne peut pas faire la révolution dans un seul lycée, on ne peut pas davantage faire la révolution avec les seuls lycéens. Cela les jeunes révolutionnaires doivent le comprendre. Ce n'est pas en boycottant la réforme Faure qu'ils transformeront les lycées en bases rouges. Leur intransigeance révolutionnaire, leur volonté de voir changer non seulement le règlement intérieur du lycée mais encore la société tout entière devrait les conduire sur un terrain qui n'est pas celui du lycée, qui est celui de la classe ouvrière. C'est là qu'ils ont un rôle à jouer. Et les intérêts des travailleurs n'ont rien à voir avec le refus ou l'acceptation de la participation au lycée. L'avenir du mouvement révolutionnaire lycéen ne se joue pas dans la lutte contre la réforme Faure, il se joue dans sa capacité à trouver les voies et les moyens qui conduisent à la classe ouvrière, à sa sympathie et à sa confiance. Et ces voies et ces moyens ne passent nullement par le refus doctrinaire d'utiliser les acquis de mai-juin au lycée.

Le révolutionnaire lycéen ne doit pas se laisser enfermer dans de faux problèmes. La lutte qu'il peut mener au lycée est de toute façon limitée. Il doit la mener, par honnêteté vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de ses camarades. Il doit la mener car il a bien des choses à en apprendre, mais il doit le faire en sachant bien que cette action ne peut socialement déboucher sur aucune perspective révolutionnaire.

Il est faux et dangereux d'assimiler le milieu lycéen au milieu ouvrier et de calquer son action dans le premier sur ce qui peut être parfaitement valable dans le second. Le radicalisme en milieu lycéen n'est pas nécessairement révolutionnaire, il peut tourner entièrement à vide, surtout lorsqu'on transpose artificiellement le vocabulaire de la « lutte de classes » au milieu lycéen et étudiant.

Aussi le lycéen révolutionnaire doit-il consacrer le meilleur de son temps et de son dévouement à la seule classe historiquement révolutionnaire, la classe ouvrière.

Meeting du comité contre la répression à Paris

A l'appel du « Comité pour la liberté et contre la répression » plus de 4000 personnes se sont réunies dans la grande salle de la Mutualité le vendredi 11 Octobre 1968.

Sous la présidence de Laurent Schwartz, 17 orateurs se sont succédé à la tribune pour protester contre la répression qui frappe les militants syndicalistes, les étrangers étudiants et ouvriers et s'indigner de la dissolution de 11 organisations révolutionnaires. Un message de Jean-Paul Sartre a été lu, préconisant la création d'une presse d'information pour les actes de répression. D'autres messages de solidarité ont été lus. Le thème principal repris par la plupart des orateurs était qu'il fallait combattre ensemble, notamment dans les comités d'action avec l'esprit de tolérance le plus large dans le respect de la démocratie. L'ex-responsable de «Voix Ouvrière» a même proposé d'ouvrir la perspective de réaliser cette unité dans un même parti luttant contre la bourgeoisie et les formations bureaucratiques, dans le respect total des opinions des différents courants idéologiques. La proposition a été reprise par les représentants de l'ex-P.C.I. (4e Internationale) et du journal « Action ».

Les réactions de la salle n'ont pas toujours été tendres pour certains réformistes, mais pas exemptes non plus d'un certain sectarisme.

Que plus de 4000 personnes, malgré les divergences profondes, se soient retrouvées pour protester contre la répression gouvernementale et patronale est un encouragement qui doit permettre à tous de montrer que les révolutionnaires, que la bourgeoisie et les bureaucrates désignent sous le même titre de « gauchistes », sont capables de surmonter leurs divergences pour apparaitre dans un front uni contre l'ennemi de classe.

REGROUPEMENT ET DISCUSSIONS DANS L'EXTRÊME-GAUCHE

A propos d'une chronique d'"Informations Ouvrières"

INFORMATIONS OUVRIERES, qui parait désormais toutes les semaines, consacre sa première « chronique » de la rentrée (n° 401, semaine du 2 au 9 octobre) au problème de « l'unité des révolutionnaires ».

Les positions défendues par les camarades de I.O. — et qui en fait ne leur sont pas propres, car la plupart des tendances révolutionnaires partagent plus ou moins explicitement ce point de vue — nous semblent particulièrement intéressantes, en ce sens qu'elles illustrent admirablement la manière dont, à notre avis, il ne faut pas poser le problème.

Pour Informations Ouvrières, un regroupement des révolutionnaires ne peut se concevoir que si les divergences qui opposent les différentes tendances du mouvement, ou du moins les principales divergences, ont, au préalable, été liquidées par la discussion. Constatant, par exemple, que Lutte Ouvrière, Action, et Pierre Frank portent des appréciations très différentes sur la nature de classe de l'Etat tchécoslovaque, le rédacteur de I.O. écrit : « Il nous semble peu sérieux de vouloir, comme le demandent les militants de Lutte Ouvrière, mettre entre parenthèses le problème de la Tchécoslovaquie « qui nous divise » et continuer à parler d'unification, entre tendances qui n'auraient pas débattu des questions relatives à la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est, partie intégrante de la révolution internationale du prolétariat, dont la grève générale de mai-juin 1968 en France a été une expression. »

L'exemple tchécoslovaque nous semble d'ailleurs merveilleusement choisi pour illustrer notre propos. Mais la manière dont I.O. pose le problème suggère quelques réflexions.

Qui a parlé, tout d'abord, de « mettre entre parenthèses » le problème de la nature de l'Etat tchécoslovaque ? Personne à notre connaissance, et en tout cas pas nous. Nous savons fort bien qu'il y a de multiples divergences qui divisent l'extrême gauche, mais quel révolutionnaire digne de ce nom pourrait penser qu'il suffirait de ne plus évoquer ces divergences pour les faire disparaître ?

Nous ne renonçons nullement à nos idées sur la nature des Etats du glacis, et nous ne demandons nullement aux autres de renoncer aux leurs par complaisance, ou par esprit unitaire. Nous tenons même à ce que ce problème, comme beaucoup d'autres, soit largement débattu dans l'extrême-gauche, parce qu'il nous paraît fondamental. Nous pensons que les tendances qui caractérisent les Etats du glacis comme des « Etats ouvriers », mêmes déformés, ne commettent pas une erreur fortuite, mais que celle-ci découle d'une conception petite-bourgeoisie radicalement erronée du processus de la révolution mondiale. Et aucune unité ne serait acceptable, qui nous empêcherait de dire cela.

Mais ceci étant bien clair, il n'empêche, et le rédacteur d'Informations Ouvrières aurait tout de même pu le remarquer, que toutes les tendances dites « gauchistes » se sont tout de même trouvées d'accord pour condamner l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Qu'ils le veuillent ou non, les camarades d'Informations Ouvrières se sont tout de même trouvés dans le même sac qu'Action, que Pierre Frank et que nous mêmes sur ce point là.

Le problème de l'intervention militaire russe en Tchécoslovaquie n'est qu'un exemple, et il n'est pas question bien sûr, de bâtir une conception d'ensemble à partir d'un seul fait isolé. Des divergences plus importantes se seraient-elles fait jour dans l'extrême-gauche au mois d'août, que notre position n'en serait pas changée pour autant. Mais cet exemple est particulièrement significatif des divergences, et des points d'accord qui existent dans l'extrême-gauche française.

Les différentes tendances de cette extrême-gauche se trouvent séparées par des divergences fondamentales quant à leurs conceptions de la stratégie révolutionnaire. C'est évident si l'on considère les anarchistes, les « maoïstes » et les trotskystes, mais c'est tout aussi vrai en ce qui concerne les seules tendances trotskystes. Ces divergences n'existent pas d'hier. Beaucoup remontent à des années, voire à des dizaines d'années, certaines à près d'un siècle. Mais il n'en reste pas moins vrai que toutes ces tendances se trouvent d'accord tactiquement sur un grand nombre de points.

Cette convergence n'est pas le fait du hasard. Les différentes tendances révolutionnaires ont précisément ceci de commum qu'elles se veulent révolutionnaires. Et face à une même réalité, elles sont souvent amenées, surtout lorsqu'ils s'agit d'évènements touchant de près la vie politique française, c'est-à-dire leur sphère d'action, à adopter des positions voisines. Cela relève sans doute plus du réflexe, ou du « flair » politique, que d'une conception d'ensemble cohérente, mais c'est ainsi.

Il ne saurait être évidemment question de « fusionner », c'est-à-dire de fondre ensemble, des tendances séparées par des divergences aussi profondes. Mais rien ne s'oppose à ce qu'elles se regroupent, telles qu'elles existent actuellement, sous un même drapeau, qu'elles coordonnent au maximum leurs activités, qu'elles fassent ensemble tout ce qu'il est possible de faire ensemble.

La plupart de ces tendances se sont par exemple exprimées vendredi dernier à une même tribune, lors du meeting organisé par le « Comité pour la Liberté et contre la répression ». Pourquoi cela ne serait-il pas possible plus souvent ? Pourquoi ne pourrions nous pas éditer aussi une presse commune ? Nous ne voyons pour notre part aucun inconvénient à ce que les idées de Rouge ou d'Informations ouvrières soit exprimées dans des colonnes voisines de celles ou nous exprimerions nos propres positions.

Un tel regroupement des différentes tendances révolutionnaires serait par ailleurs le seul moyen d'engager, entre tous les militants, une véritable discussion des problèmes et des divergences qui nous opposent. Parce que c'est vrai que les positions des uns ne sont que trop souvent insuffisamment connues des autres. Quel militant peut se vanter de lire régulièrement la multitude d'organes opposés, souvent difficiles à trouver, notamment en province, parfois même à parution sporadique, même lorsqu'il s'agit des tendances numériquement les plus importantes.

Une presse commune, des meetings communs, une activité commune surtout, feraient plus pour permettre une discussion sérieuse dans les rangs de l'extrême-gauche, pour ouvrir peut-être la possibilité d'une unification idéologique au moins partielle, que la simple affirmation, fut-elle mille fois répétée, qu'il faut discuter d'abord avant tout autre chose.

« Le regroupement et ... l'unité des révolutionnaires ... restent une saine aspiration, à condition que la discussion se mène dans la clarté », écrit en conclusion le rédacteur de I.O. C'est pour le moins indiscutable.

Mais si cela doit signifier qu'il faut d'abord que les différentes tendances réalisent leur unification idéologique avant tout regroupement, cela ne restera effectivement qu'une aspiration sans suite, car il est évident qu'il s'agit d'une pure utopie.

Tout le problème est de savoir si un regroupement des différentes tendances révolutionnaires, telles qu'elles existent, est souhaitable, ou non, pour capitaliser l'acquit de mai.

C'est à notre avis indiscutable et les camarades qui le nient ou qui s'y opposent ne sont tout simplement pas responsables, vis-à-vis de tous ceux que mai a amenés à la vie politique.

TRIBUNE LIBRE

"SOYONS SÉRIEUX MAIS HATONS-NOUS"

JE viens de m'astreindre à lire ou relire l'essentiel de ce qui est paru dans Lutte Ouvrière et d'autres publications révolutionnaires sur « la question du Parti ». Cela constitue une littérature déjà fort copieuse et je note avec intérêt que la nécessité d'un parti révolutionnaire est de moins en moins mise en doute. Il est significatif que des trois « anars » publiés en tribune libre dans L.O. du 25 septembre, un seul, non sans talent d'ailleurs, se déclare « contre tout parti quel qu'il soit ». Des deux autres, l'un est pour un parti où les responsables seraient révocables à tout moment tandis que le second admet l'existence d'« institutions fédérales ayant essentiellement un rôle de coordination de liaison, d'information de la base et de décision urgente dans les cas où la base n'a pas le temps d'être consultée ».

Il est vrai en effet que si, par crainte du monolithisme stalinien, on refuse tout parti, on risque, aux périodes cruciales de voir surgir des « porte-paroles » qui, pour procéder de la spontanéité des masses, ne seraient peut-être pas si facilement révocables le jour où ils se mettraient à prendre des positions aberrantes.

La spontanéité n'a pas toutes les vertus ni l'organisation tous les vices ; centralisme ne veut pas forcément dire bureaucratisme plus ou moins stalinien ; et le parti peut être un bon moyen d'exercer un contrôle vigilant sur les « responsables ». A l'inverse on a vu à Carrare que le fait d'être « anar » n'empêche pas, à l'occasion, de se conduire en parfait bureaucrate. Dans la guerre des classes comme dans les autres il faut élaborer une stratégie qui suppose une analyse approfondie de la situation, monter des opérations tactiques, tout cela étant conditionné par l'existence de troupes. La différence entre une armée bourgeoise et les travailleurs organisés en vue de la prise du pouvoir c'est qu'adhérant librement au parti, les militants y sont égaux en droits comme en obligations. Pour un objectif aussi important que la conquête du pouvoir, l'efficacité de l'instrument (le parti) suppose le centralisme. On imagine assez mal un résultat positif si chacun tire à hue et à dia. Pourquoi décréter que centralisme exclut obligatoirement décomratie. Le Parti bolchevik n'a cessé d'être démocratique qu'en devenant stalinien. Sans doute, une fois la démocratie étranglée, Staline s'est-il abondamment servi du centralisme à des fins criminelles — et cela continue, on le voit avec ses épigones. Mais qui peut dire qu'il n'en eut pas été de même, sous d'autres formes, sans ce centralisme tant dénoncé ? Il me semble qu'un parti vaut surtout par ceux qui le composent. S'il y rentre des « veaux », avec ou sans centralisme, on ne pourra guère y parler de démocratie ; et il n'y aura plus qu'à souhaiter que le groupe dirigeant soit composé d'éléments lucides et honnêtes.

On peut se prémunir contre certains risques. Notamment par un strict contrôle du recrutement. Il me parait évident qu'on ne doit pas pouvoir entrer dans un parti révolutionnaire comme on pénètre dans un supermarché. Il me paraît non moins clair qu'on ne peut y accorder le même statut à celui qui voue son existence à son activité de militant et à celui qui se contenterait de payer ses cotisations et de venir voter pour le congrès.

Mais pas plus qu'on n'est certain de la victoire quand on se lance dans l'action révolutionnaire, pas plus on ne peut se garantir de façon absolue contre la sclérose ou la dégénérescence du parti.

A ceux qui craignent le risque, on ne peut que conseiller de ne pas faire de politique, bien que cela ne soit pas d'une sûreté absolue.

Les milliers de jeunes et de moins jeunes à qui « Mai 1968 » a ouvert la perspective de l'espoir d'une société nouvelle n'ont apparemment pas ces craintes. C'est eux au premier chef que concerne le problème du Parti.

Pour eux le mythe de l'inefficacité des « groupuscules », propagé à l'envi par le P.C.F. s'est évanoui dans la tiédeur de mai.

En dissolvant les organisations révolutionnaires, le pouvoir a voulu empêcher qu'elles ne recrutent largement parmi ces travailleurs devenus disponibles pour la révolution. Seule la création d'une nouvelle organisation peut déjouer ce calcul. Sans doute n'est-ce pas chose facile. On ne construit pas un parti révolutionnaire comme on fait le mouvement de la paix, en ne gardant que ce qui peut unir tout le monde, c'est-à-dire des riens sans conséquence. Il faut définir un programme, une perspective qui permettent une action effective. Cela exige des discussions car il serait ridicule de s'unir pour se séparer le lendemain. Elles prendront du temps et certains pourront les faire durer délibérément, pour préserver les militants qu'ils influencent d'une contamination qu'ils redoutent. Tant il est vrai que celui qui adhère aux idées révolutionnaires s'inscrit souvent à tel groupe plutôt qu'à tel autre simplement parce qu'il s'est présenté à lui le premier. Le bon moyen est peut-être de commencer à travailler ensemble, par exemple en faisant en commun des journaux d'entreprises, en ouvrant de larges tribunes libres dans la presse révolutionnaire, voire même en éditant, toutes tendances mêlées, sur une base d'action de classe réelle, un journal de l'extrême gauche. En tout cas, la pire des choses serait de ne rien faire, ou de reprendre chacun dans son coin son petit ron-ron, comme si rien ne s'était passé.

Albert ROUX.

COURRIER DES LECTEURS

En tant que marxiste-léniniste (maoïste), je tiens en mon propre nom à apporter une contribution au débat soulevé par les deux textes de la Tribune libre. Il est impossible idéologiquement parlant pour des marxistes-léninistes de collaborer à des thèses contre-révolutionnaires, car ce serait cela.

Le problème posé est finalement celui de la construction d'un parti dans lequel seraient unfiées les diverses tendances révolutionnaires. Il est faux comme il est utopique de croire en une telle œuvre, dont le but est apparemment d'unité mais qui entrainerait effectivement un résultat contraire, provoquant irrémédiablement à l'intérieur de ses structures des scissions dont les conséquences seraient justement de saper l'unité qui existe à la base dans l'action et qui a fait se battre côte à côte le drapeau rouge et noir.

Amical salut rouge !

E. L.

Accord Fiat-Citroën : des déclarations sans intention

LE rideau de fumée s'épaissit autour de l'affaire Fiat-Citroën. Alors que chacun estimait, la semaine dernière, que l'accord était pratiquement réalisé, le communiqué que vient de publier le gouvernement français semble tout remettre en cause : « Il ne faut, a-t-il déclaré, approuver l'achat d'une part importante d'actions Citroën par Fiat ». Chacun s'interroge. On soupèse les termes de cette sybilline profession de foi. Que va faire de Gaulle, car tout le monde sait que les moyens d'action du gouvernement français sont extrêmement réduits dans cette affaire.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement français, face à semblable situation, multiplie les « cocoricos », pour finalement céder aux lois du capitalisme privé. On n'a pas manqué de rappeler l'affaire Bull, à laquelle il fallait à tout prix trouver une « solution française », qui passa finalement sous le contrôle du trust américain General Electric, ou encore la prise en main de Schneider par une banque belge, sans oublier la reprise de Simca par Chrysler. Les déclarations d'aujourd'hui ne font donc guère illusion.

Mais cette absence de moyens recouvre avant tout l'absence de volonté.

L'Etat bourgeois a pour fonction de protéger les intérêts de la bourgeoisie. Et chaque Etat national s'est forgé un imposant arsenal de lois, de règlements, qu'il n'hésite pas d'ailleurs à violer ou à modifier lorsque la classe ouvrière conteste son pouvoir. Il dispose d'un appareil expérimenté et puissant, qu'il n'hésite pas à utiliser contre la classe ouvrière.

Il se trouve beaucoup plus désarmé et plus hésitant, contre les incartades de capitalistes, parmi les plus puissants, même lorsque cette incartade risque de compromettre l'équilibre de l'ensemble.

Certes, depuis longtemps, l'Etat est intervenu et continue d'intervenir, afin de maintenir le minimum d'harmonie nécessaire à la survie du système qu'il protège. Il a, dans la plupart des pays, repris en mains d'importants secteurs de l'économie en les nationalisant. Mais il ne l'a fait que pour des secteurs devenus déficitaires, donc sans intérêt pour les capitaux privés, mais cependant nécessaires à la vie économique du pays, c'est-à-dire au maintien des profits capitalistes dans l'ensemble. C'est ainsi qu'en France on a nationalisé les chemins de fer, ou les sources d'énergie, etc., qu'on a nationalisé des secteurs essentiels à la défense nationale, telle la plus grande partie de l'aéronautique par exemple, qui exigeaient des investissements, à perte, que seul l'Etat avait les moyens de faire sur le dos des contribuables.

Mais ces interventions limitées au strict nécessaire ne remettent pas en question le capitalisme, elles l'étayent tant bien que mal.

Et si le gouvernement reste si désarmé, face aux volontés de la famille Michelin, c'est moins parce qu'il ne dispose pas dans son arsenal législatif, de dispositions qui lui permettraient d'intervenir, que parce qu'il refuse de mettre en cause la sacro-sainte liberté du profit. Et cette liberté-là, elle tient plus à cœur au gouvernement, que « l'automobile de France », en dépit des phrases tricolores que l'on réserve aux communiqués.

LES COMITÉS D'ACTION AU SALON DE L'AUTO

LES camarades des Comités d'Action Etudiants Travailleurs de la région de Paris ont eu une heureuse initiative de profiter du Salon de l'Auto pour dénoncer l'exploitation capitaliste et montrer comment l'Etat qui n'a pas d'argent pour faire des routes, des logements, etc. sait en trouver lorsqu'il s'agit de payer des forces de repression contre les travailleurs et pour en prêter aux grandes sociétés capitalistes.

Ceci dit : une critique toute fraternelle, mais qui à notre avis est nécessaire.

Si le visiteur du Salon qui lit ce tract, est un mordu de l'auto, les problèmes politiques ne le toucheront pas, et il se moquera de l'exploitation. Il sera certainement plus sensible aux arguments d'un autre tract distribué au Salon par la Fédération des Clubs Automobiles et qui proteste, justement mais démagogiquement contre les impôts qui taxent la voiture.

Nous disons démagogiquement car c'est toujours d'un succès facile de brailler contre les impôts, sans rien faire d'efficace pour les faire diminuer c'est-à-dire entrer en lutte contre l'Etat qui lève les impôts.

Mais si le visiteur du Salon est un homme qui réfléchit et qui s'intéresse aux problèmes politiques, il risque de ne pas être convaincu par les arguments du tract des Comités d'action.

En effet on nous explique que Citroën, de 1958 à 1966, a réalisé 155 milliards de profits arrachés au labeur des travailleurs, et a obtenu de l'Etat, à titre de prêt, 28 milliards, et en même temps on prétend que l'entreprise est mal gérée et qu'elle montre l'échec éclatant de l'économie libérale. Citroën au bord de la faillite, Citroën en déconfiture. Ça, ce sont certains adversaires ou concurrents de Citroën qui le prétendent.

La Fiat accepte un mariage avec Citroën ; c'est que Citroën apporte une dot non négligeable et qu'ensemble ils espèrent drainer encore davantage de plus-value dans les coffres.

Quant à l'argument que l'Etat prête de l'argent à Citroën pour compenser sa mauvaise gestion, il n'est pas sérieux. L'Etat capitaliste a pour mission de défendre, de soutenir le capitalisme. Cela l'amène à donner des avantages à ceux, qui dans l'intérêt général du capitalisme suivent sa politique, et particulièrement, l'Etat offre des subventions et des prêts à ceux qui acceptent de décentraliser leurs entreprises. Citroën, en bon gérant de ces affaires, n'a pas manqué de profiter de l'occasion, de même qu'il ne manque pas de profiter de la spéculation sur les terrains du quartier de Javel.

Parler de mauvaise gestion d'une entreprise comme Citroën, qui est le 2e constructeur automobile de France, de même que parler de mauvaise gestion capitaliste en général ceia est faux. Si le capitalisme n'avait de difficultés qu'à cause de sa mauvaise gestion il suffirait de trouver de bons gestionnaires pour que tout marche bien. Mais en fait, c'est le système basé sur le profit qui est en cause. Nous dirons même que plus la gestion capitaliste est bonne, plus elle pille le travail et plus elle met en danger la société. Non, camarades des C.A. l'accord Fiat Citroën n'est pas un exemple de « l'échec éclatant de l'économie libérale et de la gestion privée... »

C'est au contraire la preuve que, quand l'économie privée est florissante, elle est capable d'imposer ses solutions, même à son propre Etat, et cela prouve du même coup l'impuissance de l'Etat bourgeois, défenseur du capital qui ne veut pas toucher à la sacro-sainte propriété privée capitaliste sauf lorsque les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie sont en jeu.

UN «GAUCHISTE» AU MACHIN

« Nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour le droit de l'homme à la liberté... Le massacre des Biafrais est un scandale... La population arabe à raison de résister à l'occupant israëlien...

Enfin si l'on ne procède pas au désarmement total nous courons à une troisième guerre mondiale... ».

Ce n'est pas nous qui le disons, c'est Michel Debré — en personne — qui l'a déclaré à l'O.N.U. la semaine dernière

Le même Michel Debré qui menait, sous les ordres de son maitre et en tant que premier ministre, la guerre en Algérie contre un peuple qui osait prétendre disposer de lui-même, Le même Michel Debré qu'on retrouva plus tard député U.N.R. de la Réunion élu dans un tel enthousiasme qu'on trouva plus de votants que d'inscrits. Il est vrai que pour calmer de tels débordements d'affection, il fallait pafois faire garder les bueaux de vote par la troupe.

Mais Debré, ministre des Affaires Etrangères, va faire des merveilles, à n'en pas douter.

A propos d'affaires étrangères et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il serait peut-être temps de laisser les Antilles, les Somalis, la Réunion et autres colonies françaises « s'autodéterminer »...

Quant au désarmement général, il est une certaine force de frappe bien coûteuse et bien inutile que les contribuables aimeraient voir disparaitre.

Mais sur ce genre de sujets l'éloquence de Debré est plutôt terne.

ROUEN :

agression contre un vendeur de "rouge"

Dans la région rouennaise, la police fait actuellement une véritable « chasse aux sorcières » contre les militants d'extrême-gauche. Elle essaie quotidiennement de les intimider, et tous les moyens sont bons à cette fin.

Le vendredi 4 octobre, des militants qui distribuaient **La Lutte Continue,** supplément à **Rouge,** journal d'action communiste, devant l'usine Renault de Cléon, furent pourchassés par la police qui intervint en force.

Les travailleurs présents intervinrent verbalement pour soutenir les diffuseurs. Mais néanmoins, ces derniers furent arrêtés et interrogés à la matraque au commissariat d'Elbeuf, la ville la plus proche. Réflexion d'un policier s'adressant à un des militants : « T'as voulu nous faire tabasser par les ouvriers ; maintenant, tu vas déguster. »

Ces messieurs de la police, en effet, n'en menaient pas large devant les travailleurs de Cléon, qui sont loin de les porter dans leur cœur.

Le lendemain, samedi 5 octobre, l'un de ces militants, relâché la veille après plusieurs heures d'interrogatoire, était agressé en pleine ville par des barbouzes qui lui volèrent ses papiers d'identité et son porte-documents.

Voici un extrait du tract de protestation signé par :
— le Comité de lutte contre la répression,
— le Comité de liaison étudiants-ouvriers,
— les cercles **Rouge,**
et diffusé le dimanche matin dans tout Rouen grâce à la solidarité des militants d'extrême-gauche.

« En pleine rue Jeanne-d'Arc, quatre barbouzes ceinturèrent « ce militant et, matraque en main, essaient de le coincer « dans une entrée d'immeuble. Révoltées par la violence de ces « barbouzes qui rappelle les méthodes de la Gestapo, une « centaine de personnes s'attroupent. Le « passage à tabac » dans « un « coin tranquille » ayant échoué grâce à la solidarité des « personnes attroupées, le camarade se dégage mais les flics « conservent son porte-documents qui contenait ses papiers « d'identité et refusent de le lui rendre. Une trentaine de « témoins accompagnent aussitôt ce camarade pour récupérer ce « porte-documents. Après une demi-heure d'attente, ces témoins « sont violemment reçus et insultés par un inspecteur principal. « Réflexion de ce dernier à une femme d'un certain âge qui « était venue témoigner : « Occupez-vous de vos affaires, la « politique, ça nous regarde. Nous n'avons pas besoin de votre « témoignage. »

« A l'heure actuelle, les policiers détiennent toujours illégalement les papiers d'identité de ce camarade. »

Correspondances des entreprises

CITROËN (Paris)

Les syndicats et la lutte contre la répression

CITROEN est une des seules grandes usines de la région parisienne où la répression ait pris une forme accentuée depuis la grève de mai-juin.

Outre les 700 mensuels licenciés après la grève, et qui, selon les syndicats, comprenaient 80 % de grévistes, une cinquantaine au moins de militants syndicaux ou d'ouvriers actifs pendant la grève ont été mis à la porte des différentes usines de la région parisienne. Ce chiffre ne comprend pas les « départs volontaires » de travailleurs qui ont été obligés de prendre leur compte. Par exemple un travailleur espagnol avait demandé plusieurs jours de congé afin d'aller à l'enterrement de sa mère dans son pays. Réponse de l'agent de secteur « Ou tu n'y vas pas, ou tu prends ton compte ». Le travailleur a pris son compte.

A Levallois c'est un travailleur marocain qui est licencié pour réorganisation, alors qu'en réalité il avait, malgré de fortes pressions, refusé de prendre sa carte au syndicat indépendant, c'est-à-dire à l'officine patronale. Mais le vendredi 4 s'est produit un licenciement qui a provoqué une réaction de la part des travailleurs.

Ce jour-là trois travailleurs d'un atelier qui se trouve à l'écart de l'usine principale et regroupe 200 travailleurs environ, ont été priés de se rendre chez l'agent de secteur à 16 h. Reçus à 16 h 15, ils apprirent que deux d'entre eux étaient déplacés (l'un restant dans l'atelier et l'autre allant à l'usine de Javel) et que le troisième était licencié sur le champ (il avait 6 ans de maison).

Motif officiel : réorganisation.

Mais en fait personne n'était dupe puisque l'un des deux ouvriers déplacés est un délégué C.F.D.T. et que le travailleur licencié est un militant C.G.T. qui a mené toute la grève dans son atelier.

Il était alors 16 h 30, heure de sortie le vendredi, et il ne restait plus personne dans l'atelier. La maîtrise avait bien calculé son coup.

Mais le lundi matin, avec l'aide du Comité d'action de l'atelier, un tract était distribué à la porte de l'atelier, invitant les travaailleurs à ne pas rentrer dans l'atelier et étudier ensemble, avec le camarade licencié et les déplacés l'action à mener. Une cinquantaine de travailleurs se massèrent alors devant la porte et discutèrent des moyens de lutte possible.

Mais d'un commun accord, comme plus de la moitié des gars étaient rentrés, ils décidèrent d'entrer à leur tour dans l'atelier pour tenter de convaincre les hésitants de débrayer. Ils demandèrent au travailleur licencié de rester près de la porte. Il était alors 7 h 15.

Dans l'atelier les discussions allèrent bon train. Le délégué C.F.D.T. poussait à faire un mouvement tandis que celui de la C.G.T. était peu chaud pour bouger. Mais finalement, sous la pression de certains ouvriers, il se rallia à l'idée de faire entrer le travailleur licencié dans 'atelier.

A 8 h, tout l'atelier débrayait, une poignée de gars se précipitaient vers la porte, bousculaient les deux gardiens et un flic Citroën qui se trouvaient en faction et invitaient leur camarade licencié à rentrer. C'est ce qu'il fit. Il resta dans l'atelier toute la journée et discuta sur les possibilités concrètes d'un mouvement contre la répression.

Le lendemain matin, alors que la plupart des gars étaient encore chauds, le délégué C.G.T. déclara qu'il fallait changer de tactique, qu'il n'était plus question de faire rentrer le travailleur mais qu'un meeting serait organisé à l'heure du repas devant la porte de l'usine où on pourrait décider de la marche à suivre. Le délégué C.F.D.T. et beaucoup de travaileurs se rallièrent à cette idée. De son côté le chef d'atelier avertissait les travailleurs qu'un rapport était sur le point de partir à la direction, rapport concernant deux travailleurs qui la veille avaient bousculé les gardiens et le flic de l'usine.

Mais à l'heure du repas il pleuvait et le délégué C.G.T. annonça que le meeting était annulé et serait remplacé par une délégation à l'inspection du travail à l'heure de la sortie à 17 h 30. Le délégué C.F.D.T. garda pour sa part un silence gêné.

Les travailleurs comprirent alors que les délégués n'étaient pas chauds du tout pour les appuyer et beaucoup s'en retournèrent au travail découragés. La délégation à l'inspection du travail eut lieu comme prévu mais ne servit à rien.

Le lendemain un travailleur reçut cinq jours de mise à pied pour sa participation à la bousculade.

En fait, cet exemple démontre une fois de plus que même lorsque la répression s'exerce contre leurs militants, les organisations syndicales dégoutent peu à peu les travailleurs de toute action. Car si, souvent, ceux-ci sont prêts à entrer en lutte dans des conditions difficiles contre le patron, ils ne le font pas lorsqu'ils s'aperçoivent que non seulement ils n'auront pas le soutien des appareils syndicaux mais qu'ils les auront contre eux, dès qu'un mouvement prend un peu d'ampleur ou n'est pas contrôlé par les appareils.

La conséquence directe de cette politique est que certains travailleurs qui avaient adhéré à la C.G.T. pendant mai, parlent maintenant de déchirer leur carte.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

CHAUSSON (Gennevilliers)

Licenciements abusifs

DEPUIS la rentrée la direction Chausson a pris diverses mesures qui annoncent clairement ses intentions : serrer la vis dans les ateliers.

Son coup le plus spectaculaire, parce que réussi, c'est le licenciement collectif d'une centaine d'outilleurs à l'usine de Gennevilliers. A ce propos le silence de la presse syndicale est remarquable. A l'annonce de ces licenciements les syndicats protestèrent avec « vigueur » en dénonçant « courageusement » l'exploitation capitaliste. Ils indiquèrent en même temps à la direction des mesures à prendre pour reclasser les outilleurs sans que la production en soit perturbée... Il faut ajouter par ailleurs que si la direction avait suivi ces suggestions les outilleurs risquaient tout simplement le déclassement et des pertes importantes de salaire. Devant cette perspective la plupart des outilleurs préférèrent prendre leur compte.

Devant le licenciement de leurs camarades les autres travailleurs attendaient les mots d'ordre syndicaux pour riposter. « Une action sera entreprise » laissaient entendre les délégués, mais ils ajoutaient en même temps que dans les autres secteurs ce n'était pas chaud. A ce jeu là, combinant une certaine volonté d'agir avec le prétexte de la soi-disant passivité des autres ateliers, les syndicats, au fil des jours, suscitèrent effectivement une certaine démoralisation qui incitait à croire que dorénavant plus rien n'était possible et pour longtemps.

Les licenciements passaient donc dans les mœurs, et la direction, pour les activer, menaça même de supprimer les deux mois de préavis d'indemnité de départ prévus par la loi si les outilleurs tardaient à prendre leur compte.

La direction profita en même temps de la circonstance pour licencier dans un autre secteur un travailleur réputé « gauchiste ».

Puisque qu'aucune réaction ne répondit au licenciement d'une centaine de camarades pourquoi il y en aurait-il pour un « cas » spécial ?

Certains travailleurs envisagèrent même de reprendre les formes de lutte de mai-juin en bloquant les portes de l'usine.

Mais à l'approche des élections la CGT veillait et voulait avant tout éviter toute agitation. Mais pour ne pas se discréditer il lui fallait justifier son inaction en répandant des mensonges : le travailleur licencié ne lui avait rien demandé et avait paraît-il même refusé son soutien.

Mais le pompon revient à la direction qui a licencié ce camarade pour « vol de temps » celui-ci ayant quitté sa place quelques minutes avant l'heure pour aller se laver.

Qui « vole le temps » ? N'est-ce pas la direction en violant la loi de 40 heures en permanence et en imposant de nombreuses heures supplémentaires quand cela l'arrange ?

TEXTILE

MAGRIN-EMPHOUX (NIMES)

Défendre son bœuf

DANS les Etablissements Magrin-Emphoux à Nimes où se fabriquent les pantalons de marque « Le Toro » la direction a décidé de supprimer une ouvrière par chaîne et de répartir son travail aux autres ouvrières de la chaîne. Les syndicats avisés ont d'abord décidé de s'opposer à cette mesure qui augmente les cadences. Mais la direction leur ayant assuré que les ouvrières changeraient de « catégorie », donc verraient leurs salaires augmentés, les délégués jugèrent que le problème était résolu.

Les ouvrières non plus n'ont pas protesté : elles ont accepté de toucher une somme dérisoire de plus pour un travail beaucoup plus pénible, qui rapportera encore plus au patron, puisque ses frais diminuent : les sommes accordées ne compensant pas les salaires supprimés.

En acceptant des augmentations de cadences les ouvrières préparent elles-mêmes des bâtons pour se faire battre.

Mais les délégués syndicaux ne paraissent pas non plus avoir d'autres perspectives à leur offrir et il était assez cocasse de voir la C.G.T. diffuser récemment un tract où les délégués se plaignent du « manque de conscience » des ouvrières qui manifestent peu d'empressement pour... reprendre leur timbre.

Si les délégués prenaient un peu « le Toro » par les cornes et ouvraient d'autres perspectives que celles du patron, peut-être cela collerait-il mieux !

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

ROUSSEL U.C.L.A.F. (Romainville)

Il a fallu que la production s'arrête pour qu'un problème de sécurité soit résolu

L'usine de Romainville en mai.

A ROUSSEL-UCLAF, certaines fabrications se font en employant différents solvants, tels que le chloroforme ou le benzène, presque tous dangereux, à un stade ou à un autre. Ces solvants, qui ne servent en général qu'à mettre les corps en solution ne restent pas dans le produit fini et doivent être rejetés. Le problème de la destruction de ces solvants est relativement compliqué et ils sont détruits de différentes façons mais en principe jamais rejetés à l'égout, à cause des dangers d'incendie et surtout des dangers d'intoxication. Ces opérations de destruction sont faites dans un endroit précis de l'usine, le parc à destruction.

Cependant, mercredi dernier, dans un des ateliers de la répartition pharmaceutique où travaillent une vingtaine de femmes, quatre ouvrières se trouvaient prises de malaises et s'évanouissaient. Elles devaient être transportées par les pompiers, sur des brancards, à l'infirmerie. Il faut signaler, hélas, qu'on doit, à un endroit ou à un autre du conditionnement, faire appel pratiquement tous les jours aux pompiers pour emmener sur leur brancard une ouvrière évanouie. Mais là, c'était dans le même atelier et quatre coup sur coup. On fit appel au responsable de la sécurité dans l'usine, qui décela un dégagement de vapeurs au niveau des écoulements des machines à laver les flacons. Les chefs de service étaient aussi sur les dents, leur personnel diminuant peu à peu. D'ailleurs, un attroupement commençait à se former devant le local, et les employés des services voisins disaient tout haut que la seule solution, avant qu'on trouve le remède, était qu'on fasse évacuer l'atelier ; et, par peur du scandale sans doute, c'est ce que fit le chef du secteur. Quant au responsable de la sécurité, sa solution fut de boucher à l'aide de bouchons de bonbonnes, les orifices d'écoulement. Après cela, le travail reprenait, sans que la direction ait rien entrepris de valable, les délégués furent seulement assurés que le médecin allait venir visiter le service, qu'on s'inquiétait de l'état des canalisations, c'est tout.

Le lendemain, une femme de ménage venue avant les ouvrières pour effectuer le nettoyage fut obligée de repartir chez elle car elle se trouvait incommodée. C'est certainement cela qui décida un des chefs de service à vaporiser un désodorisant dans l'atelier afin de masquer l'odeur de solvant qui devenait de plus en plus nette. Mais si on peut toujours masquer l'odeur on ne supprime pas pour autant les effets des vapeurs des dérivés du benzène sur les individus. Les résultats ne se firent d'ailleurs pas attendre et les malaises reprenaient très tôt le matin. Là, les délégués de la veille, sachant que rien n'avait été entrepris, ni par la direction, ni par le responsable de la sécurité, décidèrent de faire évacuer l'atelier jusqu'à ce que le dégagement ait disparu. Alors, ce fut la panique et l'on vit les flegmatiques de la veille s'activer soudain, alerter le chef du personnel et les instances supérieures de la sécurité dans l'usine pour essayer de déterminer d'où venait ce dégagement et faire diligence pour que le travail reprenne normalement. Et on se mit à enlever toutes les plaques d'égout, et on brancha les lances à incendie pour effectuer des lavages de canalisations. On découvrit alors effectivement un écoulement de solvants qui se produisait dans une des canalisations et qui, visiblement, arrivait du parc à destruction des solvants, dont le chef de service est un ingénieur de la sécurité !

On décidait d'effectuer le nettoyage de la canalisation jusqu'à ce qu'on ne décèle plus de trace de solvants — ce qui ne nécessita d'ailleurs que quelques heures. Le comité d'hygiène et de sécurité était convoqué à la demande des délégués, pour le lendemain. On devait décider de la construction d'un joint hydraulique, isolant les canalisations de cet atelier de répartition du collecteur principal des eaux usées de l'entreprise.

Mais tout cela aurait pu être fait depuis bien longtemps déjà car ce n'est pas la première fois que des dégagements de vapeur se produisent dans ce local, et certainement dans beaucoup d'autres. Il a fallu que la production soit arrêtée pour qu'on pense enfin à assurer la sécurité du personnel qui y travaille tous les jours.

Un petit Souvenir de Mai

Au cours de la grève de mai, M. Baudez, directeur des usines Uclaf-Romainville, et ses cadres décidaient de faire une intrusion dans l'usine en passant par une porte dérobée, afin de rouvrir les grilles et de faire reprendre le travail. M. Baudez avait d'ailleurs conçu un certain plan car, outre la porte dérobée, des échelles avaient été mises en place contre les murs de l'usine pour que sa troupe puisse pénétrer de tous côtés. L'usine d'ailleurs ce jour-là devait être évacuée et reprise plusieurs fois. Au cours de l'un de ces assauts, dans l'après-midi, un de la troupe, surnommé depuis, " le boiteux ", tombait d'une échelle alors qu'il s'apprêtait à pénétrer dans l'usine et se cassait la cheville. Une enquête de police s'en suivait et certainement aussi une enquête de la Sécurité Sociale qui conclut... à un accident du travail !

On sait l'énergie qu'il faut dépenser et le temps qu'il faut attendre pour qu'un accident de trajet par exemple soit reconnu comme accident de travail. Certains accidents survenus sur les lieux-mêmes du travail (les piqûres, les hernies par exemple) ne sont que difficilement classés accidents du travail dans la mesure où la Sécurité Sociale estime qu'elle n'a pas suffisamment de preuves.

Or, là, l'usine était en grève, et les enquêteurs si doués soient-ils ne peuvent prétendre que ce Monsieur entrait à l'usine par la voie normale.

Les ouvriers de Roussel ont peut-être mauvais esprit mais ils pensent que si c'était un ouvrier gréviste qui s'était blessé pendant l'occupation de l'usine, il n'aurait sans doute pas eu les mêmes droits !

• INTERTECHNIQUE
(Plaisir - Yvelynes)

le prix de la décentralisation

Depuis quelques années, au nom de la décentralisation, de nombreuses entreprises de la région parisienne déménagent totalement ou partiellement leur production pour aller s'installer en province.

La dernière entreprise en date « décentralisant » est Intertechnique, qui emploie un millier de personnes environ; sa production est axée sur l'électronique nucléaire et aéronautique. La société avait déjà dû quitter Boulogne-Billancourt pour Plaisir (S.-et-O.), il y a quelques années.

L'annonce de la nouvelle par la direction au lendemain de l'occupation de l'usine a produit l'effet d'une bombe.

A partir de ce moment le centre des préoccupations de ceux qui étaient concernés par le départ, devenait Bordeaux, lieu choisi par la direction.

« — Tu y vas, toi ?

— Moi, je ne sais pas, ma femme travaille, trouvera-t-elle un emploi et surtout une paye correspondante ?

— Moi je n'irai pas en tout cas, il n'y a pas d'industrie électronique dans la région, et pour 300 postes pourvus par la direction, il y aura foule à la porte.

— Oui, tu as raison, si jamais tu veux plaquer Intertechnique pour une raison ou une autre, il ne te reste plus qu'à rentrer à Paris. »

Pour enquêter sur les conditions générales du travail, le C.E. a envoyé une délégation à Pessac (Bordeaux) qui a ramené des éléments permettant de se faire une opinion.

— D'abord, Bordeaux a connu il y a quelques années une forte crise dans la construction navale. Les chantiers et les industries annexes ont complètement disparu. Un plan d'aménagement devait créer 10.000 emplois dans la région depuis 1958, 3.000 emplois ont été créés à l'heure actuelle.

— En juin 68, 7.272 demandes d'emplois n'ont pu être satisfaites dans la Gironde.

— Il existe une importante université, de nombreux lycées techniques et écoles privées qui forment des techniciens. De ce fait l'encombrement de techniciens favorisera le marché d'Intertechnique.

— Si à Intertechnique Paris le salaire minimum est de 4,65 F, à Bordeaux, après juin, un manœuvre gagne 3,03 F de l'heure, un OP3 4,21 F de l'heure (salaire mini).

Le point mensuel est porté à 3,85, ce qui fait, à l'indice 170, 650 F environ par mois.

Quant au personnel féminin, jugez par vous-mêmes : une secrétaire qualifiée, dite de Direction touche comme salaire mensuel 800 F.

— Sur la question du logement, Bordeaux n'a rien à envier à la région parisienne, les logements sont aussi chers et rares.

Après consultation du rapport, l'inquiétude a fait place à l'irritation. Les plaisanteries sur Bordeaux se font rares et plutôt aigres.

Une réunion convoquée par le C.E. et à laquelle la direction était invitée à répondre eut lieu il y a une dizaine de jours.

A la première question posée, le ton était donné :

— Que fera la direction pour ceux qui ne pourraient ou ne voudraient pas partir ?

— Réponse : la direction sera contrainte de se séparer du personnel qui ne suivra pas Intertechnique à Pessac.

— Aux questions suivantes la direction déclarait qu'elle ne pouvait encore répondre, ou se dérobait en prétendant qu'elle n'avait pas encore approfondi la question.

Désormais, le problème est nettement posé, il va falloir soit trouver du travail avant le départ de l'usine, ou se mettre au chômage, ou alors suivre à Pessac.

Le sentiment d'être trompé et dupé est unanime. Non seulement la décentralisation est une escroquerie financée par l'Etat sur le dos des contribuables, mais de plus les ouvriers sont les dindons de la farce.

Beaucoup disent qu'ils ne sont pas contre la décentralisation puisqu'il faut bien du travail en province, mais alors qu'il y ait les mêmes salaires, des conditions de logement pour tout le monde, et la possibilité pour ceux qui ne peuvent suivre d'être reclassés par la maison, dans les services qui ne sont pas déplacés.

Le problème est donc posé en ces termes. Reste à savoir si nous saurons mettre en échec la politique de la direction pour que la décentralisation n'ait pas comme corolaire chômage, licenciements et déclassification pour certains.

A l'heure actuelle les ouvriers d'Intertechnique ne sont pas décidés à se laisser faire.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

THOMSON-HOUSTON
(Gennevilliers)

Un piège

DANS l'atelier mécanique de l'usine G1, une quarantaine d'ajusteurs et « machinistes » P3 maxi ont élu deux d'entre eux pour suivre des stages leur permettant d'obtenir une promotion de préparateur et de prototypiste.

C'est la C.F.D.T. qui a proposé la consultation pour sélectionner les deux candidats. La direction a accepté, la majorité des travailleurs de l'atelier également. Au vote le choix portait sur huit candidats. Les deux qui avaient le maximum de voix ont été élus. Un a donné sa démission. Le chef d'atelier l'a remplacé non par le candidat suivant qui avait le plus de voix mais par un de son choix.

Ce mode de consultation à priori très démocratique a posé bien des problèmes à l'atelier.

La C.F.D.T. le présentait comme une manière de contester l'autorité du patron dans l'entreprise. Pour elle c'est un premier pas du « pouvoir des travailleurs » dans l'entreprise. Il avait l'avantage de supprimer en partie la cote d'amour du chef d'atelier (en partie puisque ce dernier n'a pas respecté la règle du jeu pour le 2e candidat).

Malgré ces aspects tentants cette consultation est à rejeter.

En effet, les travailleurs n'ont aucune prise sur le nombre des promotions. Dans ces conditions, accepter le vote, c'est accepter de désigner ceux qui ne pourront pas accéder à ces avantages. Ainsi tout le mécontentement qui devait se tourner contre la direction, seule responsable du nombre limité des places, se tourne contre les camarades de travail.

La direction a finalement tout à gagner à ce genre de participation qui, tout en lui laissant l'initiative en ce qui concerne le fond (le nombre de promotions) la débarasse des conséquences du mécontentement que suscite la désignation.

Et si demain, elle demande aux tavailleurs de voter pour désigner ceux qui devront être licenciés ?

La C.G.T. a refusé de participer au vote parce qu'elle ne voulait pas accepter de cautionner une opération qui divisait les travailleurs. Elle avait raison.

La mauvaise atmosphère qui règne dans l'atelier depuis le vote, montre que le véritable gagnant de ces votes, c'est la direction.

• le problème du logement dans les mines

AVANTAGE EN NATURE ?

PARMI les problèmes qui se posent aux mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, celui du logement est un des plus importants.

Certes, les Charbonnages logent leurs ouvriers. Mais ce dont les mineurs se plaignent le plus, c'est de la vétusté des habitations, et de l'aménagement des corons.

Si l'entretien des maisons incombe aux Houillères, ce sont souvent les mineurs eux-mêmes qui, à leurs frais, effectuent certains travaux, vue la lenteur des services rendus.

De plus, les moindres prétextes sont bons pour rogner sur les « avantages en nature ». Ainsi, jusqu'en 1964, les maisons ne possédaient pas de compteurs d'eau. On payait en quelque sorte un forfait. Mais estimant que l'eau était gâchée en trop grande quantité, les Houillères décidèrent l'installation des compteurs. Dorénavant, ceux qui consomment un volume de 20 m3 d'eau par trimestre doivent payer un supplément.

RELOGER A MOINDRE FRAIS

Aujourd'hui, la réorganisation des mines accentue les problèmes du logement.

La fermeture des puits de l'Ouest du bassin entraîne une migration des mineurs vers le Douaisis et le Valenciennois, où là, ils remplacent ceux qui partent à la retraite.

Donc, pour faire de la place, on n'a rien trouvé de mieux que de tenter soit d'expulser des membres de certaines familles ne travaillant pas à la mine, soit de reloger d'autres familles dans des conditions inacceptables.

En faisant supporter aux mineurs du Nord le relogement de leurs camarades du Pas-de-Calais, les Houillères font non seulement des économies, mais tentent aussi de diviser les travailleurs. Elles espèrent que les mineurs mutés seront rendus responsables des mauvaises conditions d'habitation.

Cela n'a pas manqué de se produire, et il n'est pas rare d'entendre des mineurs du Nord accuser non les Houillères mais leurs camarades du Pas-de-Calais.

DE VERITABLES GHETTOS

Tant que les retraités et les invalides garderont leurs habitations, il sera impossible de reloger tous les mineurs mutés sans construire de nouveaux corons.

Aussi, les Houillères auraient l'intention de « déporter » les mineurs ne travaillant plus dans les corons de l'Ouest du bassin, dans les maisons rendues vides par le départ de ceux qui vont vers le Nord.

Pour résoudre de façon économique les problèmes de logement, les Houillères seraient prêtes à exiler les pensionnés et les invalides loin de leurs familles et de leurs amis.

Ainsi, après avoir parqué les mineurs dans des corons où l'on se crève à faire du charbon, on les parquerait, quand ils ne seront plus productifs, dans des corons qui seraient de véritables cimetières pour vivants.

Beaux avantages d'un métier réputé des plus pénibles mais ayant soi-disant des compensations comme celles du logement et d'une retraite anticipée !

SNECMA

la récuperation et les embarras de la CGT

DANS les accords conclus à la fin de la grève entre les syndicats et la direction SNECMA, 5 jours de grève seulement étaient payés et 7 autres avancés sur récupération.

Le 14 septembre, date de la première journée de récupération, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. appelèrent à la non-récupération et seulement 20 à 30 % des travailleurs se présentèrent à l'usine.

Ceci constituait un échec indiscutable pour la direction.

Devant le peu de succès de son entreprise, celle-ci convoqua alors les syndicats et leur annonça que sur les 7 jours à récupérer, 4 jours et demi étaient définitivement acquis par les travailleurs sans récupération mais qu'elle tenait à faire récupérer les deux jours restants, non que ces deux jours soient indispensables à la production mais la direction tenait plutôt à ne pas perdre complètement la face.

La première des deux journées à récupérer tombait le 12 octobre.

La C.F.D.T. du centre SNECMA de Kellerman prit une position correcte en disant : « une grève ne se récupère pas, personne à l'usine le 12 ».

La C.F.D.T. du centre SNECMA de Corbeil se prononça contre le principe de la récupération mais avança la possibilité de faire des heures supplémentaires ce qui, pour une organisation syndicale réclamant les 40 h, était pour le moins paradoxal.

Mais ce fut la C.G.T. de Kellerman qui remporta la palme. Dans un tract du 27-9-68 elle écrivit : sous le titre : « Positions prises par la C.G.T. :

— Pas de récupération plus d'un jour par mois ;

— pas de récupération le samedi 2 novembre ni après le 15 décembre;

— en 1968, deux jours à récupérer ;

— Plus que de discuter du jour de récupération en lui-même, nous défendrons les travailleurs quant aux conditions dans lesquelles elle se fera. »

Venant après la position de la C.F.D.T. qui était nette, cet appel à la récupération fut fraîchement accueilli dans l'usine. Il suscita un tollé d'indignation de nombreux travailleurs et les délégués interrogés gardèrent, pour la plupart, le silence.

Devant cette situation difficile, la C.G.T. publia le lendemain le « rectiicatif » suivant qui ne manque pas de saveur :

« Dans un tract diffusé hier, un sous-titre était intitulé « Positions « prises par la C.G.T. », or, il fallait lire « Positions prises par la direc- « tion ». Et d'ajouter le plus sérieusement du monde : « nous pensons « que de vous-mêmes vous aviez « corrigé, notre rectificatif ayant « pour but de couper court à tous « les commentaires tendancieux. »

Malheureusement, la C.G.T. de Corbeil « oublia » le rectificatif et développa même plus longuement sa position dans un tract du 3 octobre :

« Tout en réaffirmant notre opposition au principe de la récupération, la C.G.T. estime que dans ce domaine, le maximum possible a été réalisé. Compte tenu des réalités, il ne semble pas qu'une action sur les deux jours restant à récupérer serait susceptible de modifier la situation. N'engageons donc pas pas une lutte qui ne déboucherait sur rien. C'est pourquoi la C.G.T. ne fixe pas de mot d'ordre pour ou contre la récupération. Cette attitude est dictée par le souci de faire face à nos responsabilités. En effet, nous voulons conserver intacte la cohésion du personnel pour des batailles décisives et ne pas gaspiller nos forces dans une lutte sans issue. »

Cette position n'a pas non plus séduit les travailleurs de Corbeil. La C.G.T. de Corbeil publiera-t-elle, elle aussi, un rectificatif ?

SEV - MARCHAL
(Issy-les-Moulineaux)

Seront-ils toujours les larbins du patron?

Un petit événement survenu à la S.E.V. devrait inciter certains cadres à un examen de conscience et à une réflexion salutaire : il s'agit d'une mésaventure survenue à l'un d'entre eux, chef du contrôle, qui vient d'être licencié.

Ce monsieur, qui n'était ni un syndicaliste acharné, ni un dangereux révolutionnaire, ne s'était pourtant jamais signalé par une particulière bienveillance envers ses ouvrières et semblait tout dévoué aux intérêts du patron.

Cela ne l'empêche pas, tout cadre qu'il était de se retrouver à la porte comme le premier OS venu ; (idem pour les quelques cadres licenciés lors du licenciement collectif).

Certains cadres, dont il serait superflu de les nommer, pourraient y trouver matière à réflexion.

Nous voulons parler de ceux qui ont une conception très spéciale de leur rôle, et qui ne se contentent pas d'assurer la tâche technique qui est la leur, mais mettent un zèle tout à fait délpacé à nous faire trimer à des cadences peu raisonnables ; de ceux qui se permettent de nous engueuler si ça ne va pas assez vite, sans prendre la peine de se demander si c'est possible d'aller plus vite et si nos conditions de travail sont correctes !...

Nous voulons aussi parler de ceux qui étaient si soucieux des profits patronaux qu'ils voulaient à tout prix nous voir terminer rapidement la grève au mois de juin, et se sont comportés à cette occasion comme les larbins du patron.

La servilité, pourtant, ne paie pas et l'expérience prouve qu'un cadre peut très bien être liquidé lorsque le bon vouloir patronal en a décidé ainsi. La garantie de l'emploi n'existe pas plus pour eux que pour les ouvriers.

La seule conclusion logique dans tout cela, c'est qu'au lieu de nous tirer dans les pattes, les cadres en tant que salariés qu'ils sont, doivent — à moins de vendre leur dignité — prendre place à nos côtés dans la lutte incessante que mènent tous les travailleurs contre l'exploitation du Capital.

LES PITRES SANGLANTS DE SAIGON

(Photo A.F.P.)

« Le gros Minh », le général DUANG VAN MINH regagne Saïgon après un exil de 4 ans à Bangkok.

Y A-T-IL eu ou non une tentive de coup d'Etat à Saigon ? Malgré les démentis du général Thieu, l'Etat de siège qui y a été proclamé et est resté en vigueur pendant plusieurs jours semble bien confirmer cette hypothèse.

Mais qui était à l'origine de cette tentative de putsch ? Les « diémistes » hostiles au général Duong Van Minh, le « tombeur » de Diem ?

Les fusiliers marins qui appuient le Général Ky contre le général Thieu ?

Des bouddhistes militants neutralistes et partisans de la négociation avec le FNL ?

Tous les commentateurs politiques se perdent en conjectures. Si les canons anti-aériens placés sur les toits du Palais de l'Indépendance et la proclamation de l'Etat de siège prouvent que le général Thieu ne baigne pas dans une douce quiétude, il paraît impossible de démêler les fils de cette affaire... Qui s'en étonnerait ?

Fondé sur la corruption, l'assassinat et le crime, le régime fantoche du Sud-Vietnam ne tient que grâce à l'appui de l'impérialisme américain.

Au fil des années, il a même perdu peu à peu le soutien de ceux qui s'étaient laissés prendre au mythe de la « lutte contre le communisme ». Les paysans sont corps et âme du côté des combattants du Vietcong, et dans les villes l'opposition à l'impérialisme américain et à ses fantoches est aujourd'hui unanime, qu'elle soit représentée par les bouddhistes ou d'autres courants neutralistes. La seule base sociale sur laquelle tente de s'appuyer le régime est constituée de gros propriétaires terriens sudistes ou réfugiés du Nord et des réfugiés catholiques. Autant dire qu'il ne s'appuie sur presque rien.

Mais la concurrence n'en est que plus vive entre les différents valets des américains. Comme ces individus ne représentent qu'eux-mêmes, chacun d'entre eux est donc bien décidé à profiter d'une occasion propice pour faire son petit coup d'Etat et s'emparer du pouvoir, persuadé qu'en cas de succès les américains n'auront pas d'autre choix et pas d'autre possibilité que de le soutenir.

C'est pourquoi pour un général sud-vietnamien l'ennemi est, autant que le combattant vietcong, le général concurrent qui convoite son poste.

C'est d'ailleurs pourquoi un tel régime qui exhale une odeur de pourriture, est condamné à plus ou moins court terme à disparaître, quels que soient les crimes sanglants que les dictateurs successifs commettent dans leur propres rangs. L'avenir n'appartient qu'aux combattants du Vietcong.

VIETNAM

(Photo A.F.P.)

La guerre continue au Sud-Vietnam et en particulier dans le Delta.

Des membres du F.N.L. acheminant des vivres et des munitions chargées sur des bicyclettes et qui serviront à ravitailler les combattants.

ESPAGNE : MIERES, Octobre 68

MIERES, octobre 68 : 1.500 mineurs de Mieres (Asturies) sont en grève pour protester contre les licenciements de certains de leurs camarades licenciés pour avoir abandonné le puits. Ils avaient quitté l'usine pour assister à l'enterrement d'un mineur mort lors d'un accident de travail.

Centre minier où les rivières sont de la couleur du charbon, Mieres est le symbole de la classe ouvrière asturienne, réfléchie et aux traditions profondément révolutionnaires. C'est de là que partit le 5 octobre 34 l'insurrection prolétarienne. Ce sont les mineurs de cette ville qui gagnèrent la première bataille livrée contre les forces gouvernementales grâce à leurs dynamiteros devenus célèbres par la suite.

La direction des mines somme les mineurs de reprendre le travail sous peine d'être tous licenciés. Ce peut être là une erreur qui lui coûte cher.

Les derniers fruits de mai

(Photo U.P.I.)

La conférence de presse de Mitterrand.

DEPUIS les onzièmes assises de la Convention des Institutions républicaines les 6 et 7 octobre dernier, nous avons un politicien de plus « en réserve » et probablement une formation de gauche en moins, puisque la F.G.D.S. semble à l'agonie.

C'est là avec un peu de retard le dernier acquit du formidable mouvement de mai. Mouvement qui selon Mitterrand « dès lors qu'il s'est politisé... est allé d'échec en échec ».

Il n'aurait peut-être pas fallu que Miterrand lui-même aille traîner dans la rue un soir de barricades, ni qu'il se mette brusquement à singer celui qui après dix ans de pouvoir était censé partir tout seul. Et qui d'ailleurs en mai avait approuvé celà ? Ni les ouvriers, ni les manifestants jeunes et étudiants. L'œuvre des « groupuscules » et des « zozos » avait déjà sans doute, accompli son travail de sape. Force est de le constater.

Alors maintenant il ne reste plus à M. Miterrand qu'à singer... Pompidou, en se mettant dans la réserve ; Et comme le dit Raymond Barillon dans « Le Monde » du 8-10-68 : « L'arrière pensée évidente est de laisser aux faits et au temps le soin de prouver que dans ce double rôle », (lutte contre le régime personnel et pour l'unité de la gauche) « il est irremplaçable ».

En attendant, n'ayant pu se servir du mouvement étudiant pour ses fins, Mitterrand peut toujours le dénigrer. Les étudiants, comme les raisins de la fable, que le renard ne pouvait atteindre « ...sont trop verts » — dit-il — « bons pour des goujats ! ».

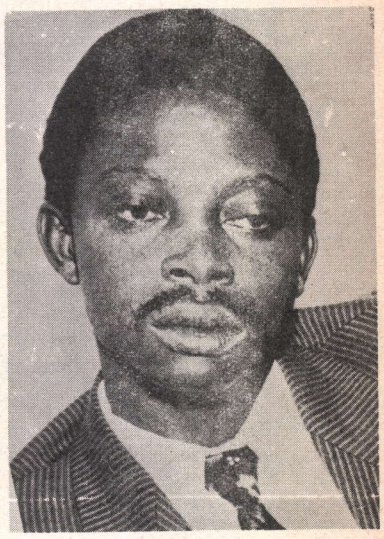
Pierre MULÉLÉ ASSASSINÉ PAR LE GOUVERNEMENT MOBUTU

Le leader nationaliste congolais, Pierre Mulélé, vient d'être exécuté par le gouvernement de Mobutu. S'ils ne l'étaient déjà l'infâme mise en scène qui a abouti à la capture, le jugement et l'exécution de Mulélé, déshonoreraient à tout jamais les dirigeants de Kinshassa.

L'ancien maquisard, dont les troupes de Mobutu n'avaient pu s'emparer, avait cru pouvoir compter sur la parole de ses adversaires qui, par l'intermédiaire du ministre Justin Basoho, lui avaient promis l'amnistie s'il rentrait dans la capitale. Le ministre le ramena dans son propre avion. A peine débarqué, il était immédiatement arrêté, jugé, condamné et tué dans les jours suivants.

A la liste de ses crimes, Mobutu vient d'en ajouter un autre. Le peuple congolais en fera un jour justice.

(Photo U.P.I.)



P. Mulele.

GRECE : Zéro de conduite

LE gouvernement grec a remporté un succès dit notable lors du référendum constitutionnel du 29 septembre 1968. Quiconque osait faire de la propagande en faveur du « non » était immédiatement mis sous les verrous, rien d'étonnant à ce que l'on ait pu annoncer triomphalement 92,2 % de « oui »,... en « oubliant » cependant de préciser le nombre élevé d'abstentions (22,3 %).

Papadopoulos et consorts ont d'ailleurs fort bien compris la leçon puisqu'ils ont pris une série de mesures à l'encontre de ceux qui se sont abstenus. Ceux-ci devront produire une attestation du ministère des Communications certifiant qu'ils n'ont pu voter faute de moyens de transport.

L'absence de preuves entrainera des sanctions pour les « fautifs » : ils n'obtiendront plus l'autorisation ministérielle nécessaire pour créer une entreprise ou exercer certaines professions, en outre ceux qui ont une voiture se verront refuser le permis de circuler et le permis de conduire : s'abstenir de participer à un référendum-plébiscite cela vaut bien un zéro de conduite, non ?

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris